

**COMITE FRANCO-ALLEMAND DE RECHERCHES
SUR L'HISTOIRE DE LA FRANCE ET DE L'ALLEMAGNE
AUX XIXème et XXème SIECLES**

BULLETIN

**Herausgegeben von - sous la direction de
Beatrix W. Bouvier, Stefan Fisch, Ilja Mieck
Pierre Guillen, Nicole Piétri, François Roth**

N° 13

Juin 1998-Juni 1998

**DEUTSCH-FRANZÖSISCHES KOMITEE
FÜR DIE ERFORSCHUNG DER DEUTSCHEN UND FRANZÖSISCHEN
GESCHICHTE DES 19. UND 20. JAHRHUNDERTS**

Adressen der Vorstandsmitglieder - Adresses des membres du bureau

Présidente : Privatdozentin Dr. Beatrix W. BOUVIER, Forschungsinstitut Friedrich-Ebert-Stiftung, Godesberger Allee 149, D- 53175 Bonn.

Secrétaire général : Professeur François ROTH, U.F.R. des Sciences Historiques et Géographiques, Campus Lettres - Sciences Humaines, 3, Place Godefroi de Bouillon - B.P. 33-97, F-54015 Nancy Cedex. Fax 03. 83. 96. 71. 06

Trésoriers

Professeur Nicole PIETRI, Université de Strasbourg III, Institut d'Etudes Politiques, 47, avenue de la Forêt Noire, F-67082 Strasbourg Cedex.

Professor Dr. Stefan FISCH, Lehrstuhl für Neuere und Neueste Geschichte, Deutsche Hochschule für Verwaltungswissenschaften, Postfach 14 09, D-67324 Speyer.

Membres

Professor a. D. Dr. Ilja MIECK, Schwalbachstr. 45 a, D-12305 Berlin.

Professeur Pierre GUILLEN, 112 cours Berriat, F-38000 Grenoble.

Verantwortlich für diese Nummer - responsable de ce numéro :

Professeur François ROTH, Université Nancy II, Campus Lettres-Sciences Humaines, 3, Place Godefroi de Bouillon - B.P. 33 97, F- 54015 Nancy Cedex. Fax 03. 83 96. 71. 06

Manuskripte und Informationen für Bulletin N°14 bitte an ein Vorstandsmitglied richten. Prière d'adresser manuscrits et informations pour le Bulletin N° 14 à l'un des membres du bureau.

Schutzgebühr - frais d'expédition : 10 DM/35 FF

Für Mitglieder des Komitees im Mitgliedsbeitrag einbegriffen - Pour les membres du Comité compris dans la cotisation.

INHALT - TABLE DES MATIERES

	pages
Geleitwort - Le mot du Secrétaire général	2
1. INFORMATIONS SUR LE COLLOQUE DE VERDUN	4
2. LAUFENDE ARBEITEN/TRAVAUX EN COURS	8
3. KOLLOQUIEN/COLLOQUES	29
4. SOUTENANCES DE THESES	44
5. BUCHBESPRECHUNGEN/COMPTES RENDUS	48
6. INFORMATIONEN/INFORMATIONS	57
7. MITGLIEDERKOMITEE/MEMBRES DU COMITE	58

GELEITWORT - LE MOT DU SECRETAIRE GENERAL

Sous la présidence amicale et efficace de Beatrix Bouvier le bureau de l'Association s'est réuni en octobre 1997 à Strasbourg, en mars 1998 à Spire. Il se réunira à la fin du mois de juin prochain à Nancy pour mettre au point les modalités pratiques de notre prochain Colloque de Verdun dont le programme provisoire vous est présenté ci-dessous. Votre bureau a travaillé dans trois directions :

-La publication des actes du Colloque d'Otzenhausen a été préparée par Ilja Mieck et Pierre Guillen. Elle a abouti en avril 1998 à la sortie d'un volume qui trouvera sa place dans la série que nous avons commencée chez Oldenbourg.

-La préparation de notre prochain Colloque de Verdun dont le programme scientifique a pu être établi en veillant à un double équilibre : d'une part entre les périodes et d'autre part entre les communications françaises et allemandes. Il sera suivi d'un visite des champs de bataille de la Première Guerre Mondiale.

-Le recrutement de nouveaux membres qui permet à notre Association de s'étoffer d'une quinzaine d'adhérents supplémentaires appartenant pour la plupart aux nouvelles générations universitaires. C'est le gage de la poursuite du travail engagé sur le plan scientifique, le renouvellement et de la diversification des contacts entre historiens français et allemands.

Dans la perspective de l'Assemblée générale qui se tiendra à Verdun en septembre prochain, il convient de réfléchir aux thèmes comparatifs qu'il serait opportun d'aborder dans l'avenir. Je demande aux adhérents de bien vouloir y réfléchir et éventuellement de faire part de leurs suggestions au président, au secrétaire général ou à l'un des membres du bureau.

Nous manquerions à notre devoir si nous ne signalions pas la disparition récente de deux membres français de notre Association. L'un et l'autre ont joué un rôle éminent dans le rapprochement entre historiens français et allemands.

Le professeur Fernand L'Huillier qui a longtemps enseigné à Strasbourg, ville dont les universités ont joué et continuent toujours de jouer un rôle de premier plan dans les relations franco-allemandes. Parmi une oeuvre abondante orientée vers les relations internationales, retenons les "Dialogues franco-allemands, 1925-1933", publiés en 1972. Dans une lettre du 9 décembre 1997, il m'écrivait : "J'ai suivi avec un grand intérêt les débuts prometteurs du Comité franco-allemand en me réjouissant des facilités nouvelles offertes à la recherche...mais maintenant en ce qui me concerne je sens trop le poids des ans pour m'associer pleinement à une action concertée..."

Le professeur Jacques Droz dont la carrière commencée à Strasbourg et poursuivie aux universités de Clermont-Ferrand puis à Paris I-Sorbonne, a été le grand historien français de l'Allemagne de sa génération. Son activité s'est exercée de 1945 au début des années 1980 alors que la catastrophe de 1945 puis le système mondial bipolaire avaient divisé l'Allemagne en deux états. Ses travaux scientifiques ont porté principalement sur l'histoire des idées politiques au XIX^{ème} siècle et sur celle du socialisme. Par ses bulletins critiques parus dans la Revue Historique il a su présenter aux collègues non-spécialistes les publications et les recherches qui ont renouvelé l'histoire contemporaine de l'Allemagne. Par ses livres plus généraux, ses articles, multiples interventions, il a éveillé le public cultivé aux grands problèmes de l'histoire allemande ; il a été notamment l'un des introducteurs du livre de Fritz Fischer Griff nach der Weltmacht dont il avait préfacé l'édition française sous le titre Les buts de guerre de l'Allemagne impériale. Savant et universitaire, Jacques Droz a été autant un homme de conviction qu'un médiateur averti et efficace entre les deux peuples et les deux cultures.

François ROTH

I. INFORMATIONS SUR LE COLLOQUE DE VERDUN : 13 sept - 16 sept 1998

INFORMATIONEN ÜBER DIE FORSCHUNGSTAGUNG, VERDUN.

THEME DU COLLOQUE : LA FRANCE ET L'ALLEMAGNE FACE A LA RUSSIE

PROGRAMM DER FORSCHUNGSTAGUNG : DEUTSCHLAND UND FRANKREICH IN BEGEGNUNG UND KONFRONTATION MIT RUSSLAND SEIT DEM 19. JAHRHUNDERT

Sonntag - Dimanche 13.09.98, nachmittag - après-midi

Hôtel Le Coq Hardi A partir de 17 h, arrivée des participants/ab 17 Uhn, Ankumft des Teilnehmer

Sonntag - Dimanche 13.09.98, abends - soir : Eröffnung - Ouverture

Hôtel Le Coq Hardi Begrüssung. 20 h 45. Débat Becker/Poidevin.

Montag - Lundi 14.09.98, vormittags - matin : Politische Ausgangspunkte und kulturelle Prägungen / Leitung - modération : Beatrix Bouvier (Bonn)

Ilja Mieck (Berlin)

Die Rettung Preussens : Alexander I. und Napoleon in Tilsit 1807

Claus Scharf (Mainz)

Moskau 1812: Die schriftlich fixierten Erinnerungen von Franzosen, Deutschen und Russen.

Reiner Marcowitz (Dresden)

Frankreichs Rückkehr in das Europäische Konzert und Russland 1815-1830.

Anne Hogenhuis-Seliverstorff (Paris)

Russophilie française et germanophilie russe: la représentation en France de la relation germano-russe 1908-1920.

Reiner Marcowitz (Dresden)

Frankreichs Rückkehr in das Europäische Konzert und Russland 1815-1830.

Anne Hogenhuis-Seliverstorff (Paris)

Russophilie française et germanophilie russe: la représentation en France de la relation germano-russe 1908-1920.

Montag - Lundi 14.09.98, nachmittags - après midi : Um die französisch-russische Allianz/Leitung - modération : Christian Baechler (Strasbourg)

Jost Dülffer (Köln)

Deutsch-russische Beziehungen 1871-1914. Von der Partnerschaft der Monarchen zu rassistischen Endkampfwartungen.

Murielle Avice (Paris)

Le fonctionnement de l'alliance franco-russe, 1892-1914.

Gerd Krumeich (Düsseldorf)

Deutschland und das russisch-französische Bündnis zwischen "Liman-von-Sanders-Krise" und Kriegsausbruch 1914.

Philippe Alexandre (Nancy II)

Friedrich Naumann: La Revue "Die Hilfe", la Russie et les relations franco-allemandes avant 1914

Alexandre Reviakine (Moskau)

La France, la Russie et la menace d'une paix séparée avec l'Allemagne en 1917.

Ursula E. Koch (München)

Deutschland und Frankreich gegenüber Russland in der Pressezeichnung 1850-1914.

Montag - Lundi 14.09.98, abends - soir Hôtel Le Coq Hardi: Mitgliederversammlung/assemblée générale

Dienstag - Mardi 15.09.98, vormittags - matin (Mémorial): Die erste Nachkriegszeit / Leitung - modération : Louis Dupeux (Strasbourg)

Guido Müller (Aachen)

Der Faktor Russland in der deutsch-französischen Annäherung seit dem Ersten Weltkrieg in Politik, Wirtschaft und Kultur.

Jacques Bariéty (Paris)

Locarno et l'URSS.

Marcel Spivak (Vincennes)

Les relations Reichswehr-Armée Rouge vues par les attachés militaires français à Berlin.

Sylvain Schirmann (Strasbourg)

La France et l'Allemagne face à la participation de l'URSS à la Conférence économique de Londres.

Sabine Dullin (Paris)

Le rôle de l'Allemagne dans le rapprochement franco-soviétique 1932-1935.

Elisabeth Du Réau (Paris III)

France, Allemagne et Russie à l'époque de Daladier.

Dienstag - Mardi 15.09.98, nachmittag - après-midi (Mémorial) : Kommunismus und Sowjetunion / Leitung - modération : Rainer Hudemann (Saarbrücken)

Andreas Wirsching (Tübingen)

Deutscher und französischer Kommunismus gegenüber Komintern und Bolschewiki 1917-1939.

Fred Schrader (Paris)

Die Rezeption der Moskauer Prozesse 1936/37 in Frankreich und Deutschland (unter besonderer Berücksichtigung der deutschen Exilanten in Frankreich).

Georges-Henri Soutou (Paris)

Vichy, l'Allemagne et l'URSS.

Helga Bories-Sawala (Bremen)

"Upper class" und "les Ost". Sowjetische Kriegsgefangene in Deutschland in der Wahrnehmung ihrer französischen Kameraden.

Joseph Rovin (Paris)

La Russie soviétique, mère (involontaire) de l'entente franco-allemande et de la construction européenne.

Friedhelm Boll (Bonn) /Stéphane Sirot (Paris)

Die Rezeption von Solschenizyn durch deutsche und französische Intellektuelle
Gottfried Niedhart (Mannheim)

Partnerschaft und Konkurrenz: Deutsche und französische Ostpolitik 1969-1974.

François Roth (Nancy)/Stefan Fisch (Speyer)

Conclusion - Schlusswort

Mittwoch - Mercredi 16.09.98 optional :

Colonel Jean-Claude Farinet (Directeur du Mémorial de Verdun) :

Visite scientifique des champs de bataille de Verdun/Wissenschaftliche Führung über die Schlachtfelder von Verdun. (Bus wird gestellt)

Toutes les informations pratiques concernant le voyage, les hôtels et les lieux de réunions seront indiqués avec le Bulletin d'inscription (ci-joint).

Alle praktischen Informationen zur Anreise, zu den Hotels und zu den Veranstaltungsorten sind im Einschreibeformular enthalten (wird den deutschen Mitgliedern gesondert zugesandt).

II. LAUFENDE FORSCHUNGSARBEITEN/TRAVAUX EN COURS

1.

Die folgende Liste enthält französische und deutsche laufende Forschungsarbeiten über die Geschichte des jeweils anderen Landes, über deutsch-französische Beziehungen und über vergleichende Fragestellungen. Kürzlich abgeschlossene Arbeiten werden mitberücksichtigt. Die Angaben beruhen auf den an die Mitglieder und Interessenten ausgegebenen Fragebögen sowie auf Einzelinformationen der Vorstandsmitglieder. Häufig handelt es sich noch um Arbeitsthemen. Soweit die Art der Arbeit festzustellen war, ist dies angegeben., Rückfragen sind möglichst nicht an die Vorstandsmitglieder, sondern über die angegebenen Universitäten direkt an die Autoren oder an ihre Betreuer zu richten. Für Neu- und Ergänzungsmeldungen kann das Formular am Ende des Heftes verwendet werden. Angesichts der Schwierigkeit der Erhebung kann die Richtigkeit bzw. Vollständigkeit der Informationen natürlich nicht in allen Einzelheiten garantiert werden; für Korrekturen sind wir deshalb dankbar.

Zugleich danken wir allen, die durch ihre Kooperation die vorliegende Zusammenstellung ermöglicht haben.

La liste suivante contient des travaux allemands et français en cours parus en principe depuis les deux dernières années et concernant l'histoire de l'autre pays et celle des relations franco-allemandes ainsi que les sujets comparatifs. Souvent, il s'agit encore de titres provisoires. Dans la mesure du possible, nous avons indiqué le genre des travaux signalés: Diss./Thèse, Habilitation/Thèse d'Etat, Magisterarbeit/maîtrise, Aufsatz/article, Forschungsprojekt/projet de recherche, Monographie/livre, Sammelband/ livre collectif. La base des informations ici données sont les questionnaires adressés aux membres du bureau et aux collègues intéressés ; à cela s'ajoutent les informations provenant individuellement de chaque membre du bureau. Pour tout renseignement concernant les titres indiqués, les personnes intéressées sont priées de s'adresser non aux membres du bureau mais à l'auteur même, si nécessaire par l'intermédiaire des universités et des directeurs signalés (Betreuer). Le formulaire inséré à la fin de ce bulletin peut servir pour l'indication de nouveaux travaux et d'informations complémentaires ou pour signaler d'éventuelles corrections.

Nous remercions tous ceux qui, avec leur coopération, ont aidé à mettre au point la liste suivante.

2.

Während die chronologische Gliederung unverändert bleibt, hat der Vorstand beschlossen, auf die Numerierung der Arbeiten zu verzichten.

Lors de sa dernière réunion, le bureau a décidé de maintenir inchangé le classement par périodes des travaux et de supprimer leur numérotation.

A. Epochenübergreifende Themen-sujets concernant plusieurs périodes.

1. Travaux publiés

BOUNEAU, Christian

Hubert Lagardelle, un bourgeois révolutionnaire, 1874-1958, thèse de doctorat Bordeaux III 1996 (directeur : Pr. Sylvie Guillaume) (chapitres sur les rapports entre socialistes français et allemands et sur la collaboration)

BRUHNS, Hinnerk

Max Weber, Ecrits politiques (édités et introduits par H.Bruhns, C.Colliot-Thélène, B.Lacroix, J.M. Vincent), Paris, Albin Michel.

Les institutions et les réseaux ou comment des traditions nationales se construisent sur un objet commun. Eléments pour une comparaison des institutions scientifiques françaises et allemandes en histoire ancienne, in H.Bruhns, J.M.David, W.Nipel (éd.), Die später römische Republik- La fin de la République romaine. Un débat franco-allemand d'histoire et d'historiographie. Ecole Française de Rome, 1997, p.5-43.

FRANCOIS, Etienne

Culture et sensibilité luthérienne dans l'Allemagne de Schütz à Balk, in: Homo religiosus. Autour de Jean Delumeau Paris, 1997, p.147-148.

Le mythe du péril islamique au péril de l'histoire, in: H.Bozarslaa (éd.), Regards et miroirs. Mélanges Rémy Leveau Leipzig, 1997, p.89-100.

Geschichte und Selbstverständnis des Pariser Regierungszentrums, n: H.Engel und W.Ribbe (éd.), Geschichtsleime Wilhelmstrasse, Berlin, Akademie Verlag 1997, p.189-197.

GANDOLLY, Jacques

Pédagogie et enseignement en Allemagne 1800-1945, Presses universitaires de Strasbourg, 1997.

HÖPEL, Thomas / TIEMANN, Dieter (Hrsg.)

1945; 50 Jahre danach. Aspekte und Perspektiven im deutsch-französischen Beziehungsfeld, Leipzig, 1996, 310 S.

HUBERT, Michel

L'Allemagne en mutation. Histoire de la population allemande depuis 1815, Paris, Presses Sciences Po., 1995, 520 p.

Deutschland im Wandel. Geschichte der deutschen Bevölkerung von 1815 bis heute, Stuttgart, Franz Steiner Verlag Wiesbaden, 1998, circa 525 S.

HÖHNE, Roland

Les relations franco-allemandes : de l'asymétrie au partenariat in: Le enjeux de la communication interculturelle- Publication du CERE, Actes de la Semaine Européenne du 13 au 17 novembre 1995, Créteil, Université de Paris XII, 1996, S.150 ff.

HUDEMANN, Rainer, u. François WALTER (Hg.),

Villes et guerres mondiales en Europe au XXe siècle-Towns and World Wars in Twentieth Century Europe -Europäische Städte und Weltkriege im 20. Jahrhundert (= Villes, histoire, culture, société), Paris u. Montréal: L'Harmattan, 1997, 238 p.

Historikerkooperation im Saar-Lor-Lux-Raum: Formen und Perspektiven, in : Jean-Paul Lehnert, Christian Glöckner, Jean Laurain u. Monika Sommer-Hasenstein (Hg.), Héritages culturels dans la Grande Région Saar-Lor-Lux-Rhénanie-Palatinat, Luxembourg, 1996, S.253-260.

JURT, Joseph

Deutsch-französische Fremd- und Selbstbilder in der Literatur und Publizistik der Gegenwart, in : Frankreich-Jahrbuch 1995.Opladen, 1996, S.57-80.

Der deutsch-französische Dialog der Intellektuellen, in: Thomas Kühn und Ursula Schaefer (Hrsg.): Dialogische Strukturen. Dialogic Structures.Tübingen, Gunter Narr Verlag, 1996, S.232-259.

Geschichte und nationale Symbole, in: Hermann Schäfer (Hg.) : Geschichte in Verantwortung.Festschrift für Hugo Ott.Frankfurt/New York, Campus Verlag, 1996, p.307-324.

La Bibliothèque Warburg, Sources.Travaux Historiques, N° 41-42, 1997, p.103-112.

Identität, in: Robert Picht, Vincent Hoffmann-Martinot, René Lasserre, Peter Theiner (Hg.) : Fremde Freunde.Deutsche und Franzosen vor dem 21.Jahrhundert, München-Zürich 1997, S.78-84.

KAELBLE, Hartmut

Die französische und deutsche Gesellschaft seit 1880: Unterschiede, Annäherungen, Gemeinsamkeiten, in Wolf D. Gruner/Klaus-Jürgen Müller (Hg.): Über Frankreich nach Europa. Frankreich in Geschichte und Gegenwart, Hamburg, : Verlag Dr.R.Krämer 1996, S.495-530.

KOCH, Ursula E.

Bausteine zu einer europäischen Kommunikationsgeschichte.Acht Jahrhunderte Deutschland und Frankreich: Vorbild, Gegner, Partner.In: Lutz Erbring (Hg.): Kommunikationsraum Europa, Konstanz : UVK Medien / Ölschläger 1995, S.253-290.

Marianne und Germania: 101 Pressekarikaturen aus fünf Jahrhunderten im deutsch-französischen Vergleich.In: Marianne und Germania 1789-1889.Frankreich und Deutschland.Zwei Welten-Eine Revue.Katalog zur Ausstellung der Berliner Festspiele GmbH, Berlin 1996, S.69-81.Marianne und Germania in der Karikatur.Eine Ausstellung in der Ausstellung.In: Marianne und Germania 1789-1889.Frankreich und Deutschland.Zwei Welten-Eine Revue.Katalog zur Ausstellung der Berliner Festspiele GmbH, Berlin 1996, S.83-115.

Marianne und Germania dans la caricature (1550-1997).Catalogue édité par Ursula Koch et le Goethe-Institut Paris, Paris 1997, 80 S.

LORENTZ, Claude

La Presse alsacienne du XXe siècle.Répertoire des journaux parus depuis 1918.Publications de la Bibliothèque Nationale et Universitaire de Strasbourg 1997, 565 p.

MAURER, Catherine

Les Organisations caritatives dans l'histoire : l'évolution de la Caritas Allemagne de la fin du XIXème siècle jusqu'aux lendemains de la Seconde Guerre Mondiale, in: La place des oeuvres et des acteurs religieux dans les dispositifs de protection sociale.De la charité à la solidarité, sous la direction de Gilbert Vincent, Paris 1997, p.51-62.

La France, pays classique de l'amour ? Les catholiques allemands et le modèle français de la charité (1820-1930) in: Religion par delà les frontières, sous la direction de Michel Lagrée et Nadine-Josette Chaline, Paris, 1997, p.87-99.

WILKENS, Andreas

Archivführer Paris-19. und 20. Jahrhundert.Zentrale Bestände zu Politik, Wirtschaft und Gesellschaft in Archiven und Bibliotheken.Préface par Alain Erlande-Brandenburg, Sigmaringen, Thorbecke 1997, 207 S.

2. Travaux en cours

BAECHLER, Christian

L'Allemagne et l'Europe orientale (du milieu du XIXe siècle à 1945).

BRUHNS, Hinnerk

Histoire économique et histoire de la pensée économique (projet de recherche)

FRANCOIS, Etienne

Die Emotionalität der Nation, catalogue d'exposition.

Pour une Histoire des lieux de mémoire allemands (projet de recherche).

FREDERKING, Bettina

Religion und Nation in der französischen Historiographie der ersten Hälfte des 19. Jahrhunderts.Diss. in Vorbereitung.(Betreuer: Prof. Dr. Gerd Krumeich)

JURT, Joseph

Joseph Jurt, Gerd Krumeich, Erich Pelzer, Die Konstruktion nationaler Identitäten in Deutschland, England, Frankreich im 19. und 20. Jahrhundert (Teilprojekt des SFB 541 "Identitäten und Alteritäten")

KAELBLE, Hartmut

Die Geburt aus der Krise. Europäisches Selbstverständnis. Gesellschaft seit dem späten 18. Jahrhundert., vorauss. 1999 (Buch)

LORENTZ, Claude

Histoire de l'électricité de Strasbourg de 1899 à nos jours.

MAURER, Catherine

Le catholicisme caritatif dans l'Allemagne du XXème siècle, édition française en préparation aux Presses Universitaires de Strasbourg.

Le Deutscher Caritas Verband entre affirmation confessionnelle et exigence scientifique, édition allemande en préparation à Lambertus-Verlag, Freiburg-im-Brigau.

MOLDEHAUER, Daniel

Die Wissenschaft von Nationalcharakter. Habilitation in Vorbereitung (Betreuer: Prof.Dr. Gerd Krumeich)

RAPHAEL, Lutz

Staat im Dorf : der Wandel lokaler Herrschaftstrukturen im Rhein-Maas-Raum während des Aufstiegs des modernen bürokratischen Anstaltsstaats (französische, luxemburgische und deutsche Erfahrungen im 19. Jahrhundert im Vergleich): Forschungsprojekt im Sonderforschungsbereich 235 der DFG.

ROVAN, Joseph

Souvenirs, Paris, Seuil mi-1998, (environ 600 p.)

L'Histoire des Grandes Puissances au 21e siècle, Paris, Aubier, fin 1998-début 1999.

B. vor 1870-avant 1870

1. Travaux publiés

HUDEMANN-SIMON, Calixte

L'Etat et les pauvres.L'assistance et la lutte contre la mendicité dans les quatre départements rhénans, 1794-1814, (Beihefte der Francia, t.41), Sigmaringen 1996, 331 p., 7 cartes.

La politique sociale de l'Etat français sur la rive gauche du Rhin occupée puis annexée, 1794-1814, in :Histoire, économie et société 15 (1996), p.601-613.

Die Sozialpolitik des französischen Staates im linksrheinischen Gebiet 1794-1814, erscheint in Geschichte in Köln, 1998.

Ärzte, Medizin und Gesundheit.Von der Aufklärung zur Entdeckung der Röntgen-Strahlen (Europäische Geschichte, Frankfurt: Fischer Taschenbuch Verlag) 1998 laufende Monographie.

KOCH, Ursula E.

Die Zeitungsstadt Paris zur Zeit der Restauration (1815-1830), in / Ilja Mieck (Hrsg.)Paris und Berlin in der Restaurationszeit 1815-1830, Sigmaringen 1996, S.219-260.

La presse et son public à Paris et à Berlin (1848/49), in: Ilja Mieck/Horst Möller/Jürgen Voss (Hrsg.), Paris und Berlin in der Revolution 1848, Sigmaringen 1996, S.19-78.

MARCOWITZ, Reiner

Kongressdiplomatie 1815-1823: Frankreichs Rückkehr in das Europäische Konzert.In Francia 24/3 (1997).
mit Reiner POMMERIN (Hg) :Quellen in den deutsch-französischen Beziehungen 1815-1919, Darmstat 1997.

2. Travaux en cours

FRANCOIS, Etienne

L'Ecole Normale de l'an III: une création allemande ?

HEIN, Michael

Die historische Analyse der modernen Gesellschaften bei Alexis de Tocqueville.Diss.Hamburg (Betreuer : Prof..Dr.K.J.Müller und Prof.Dr.M.Hereth)

KISCH, Martin

Der monarchische Konstitutionalismus im 19. Jahrhundert - Frankreich (1789-1877/79) im europäischen Vergleich.Diss. Humboldt-Universität, Berlin (Betreuer: Prof.Dr. Hartmut Kaelble)

RUTTMANN, Ulrike

Deutschland und Frankreich in der Revolution von 1848/49.Diss. Universität Frankfurt (Betreuer: Prof.Dr.Lothar Gall)

WALLE, Marianne

Die Französische Revolution 1789 aus der Sicht der französischen Frauen geschichtsforschung " erscheint 1998 (Silberburg Verlag, Tübingen)

C. 1870-1918**1. Travaux publiés****BRUHNS, Hinnerk**

Max Weber, l'économie et l'histoire, Annales HEC, LI, 1996, p.1259-1287.

Stato, economia e societa: Otto Hintze e Max Weber in Beatrice de Gerloni (a cura di), Problemi e metodi della storiografia tedesca contemporanea, Torino: Piccola Biblioteca Einaudi, 1996.

BÜHRER, Werner

Volksreligiosität und Kriegserleben: Bayerische Soldaten im deutsch-französischen Krieg 1870 / 71, in: Friedhelm Boll (Hg.), Volksreligiosität und Kriegserleben, Münster, 1997, S.48-65 (= Jahrbuch für historische Friedensforschung, Bd. 6)

GÖDDE-BAUMANN, Beate

Frankreichbilder deutsche Historische - Kontinuität und Wandel , in: Michel Grunewald/ Helga Abret (Hg.): Visions allemandes de la France (1871-1914) - Frankreich aus deutsche Sicht (1871-1914). Berne/ Berlin 1995, S. 17-33.

2. Travaux en cours**BARTH, Hans Martin**

Kritische Neu-Edition der "Fröschweiler Chronik" von Karl Klein, 1876/7.Laufende Arbeit.

BENDIKAT, Eifi

Öffentliche Nahverkehrspolitik in Berlin und in Paris 1890-1914 :Strukturbedingungen, politischeKonzeptionen und Realisierungsprobleme.Habilitationsschrift. .Humboldt-Universität Berlin, 1996.(Betreuer: Prof..Dr. Hartmut Kaelble)

BRUHNS, Hinnerk

Economists reading Max Weber (à paraître en 1998)

CARTON, Séverine

Louis II de Bavière, roi de l'imaginaire et de la nuit.Réalité et visions cinématographiques, Magisterarbeit (Betreuer : Prof .Dr.Marianne Walle)

CLAUSTRE, Flore

Le duel étudiant dans l'Allemagne du Second Reich: l'exemple de la corporation Saxonia à Tübingen entre 1874 et 1914.Maîtrise Strasbourg II, 1997 (Betreuer: Pr.Dr. Christian Baechler)

EHRENFELD, Jacques

Mémoire et intégration: conscience historique et rapport au passé des juifs berlinois sous le Second Reich.Thèse Jérusalem, 1997 (Betreuer: Prof.Dr. Etienne François)

EINFALT, Michael

Die literarische Grundlagen des integralen Nationalismus in Frankreich. Maurras Reinterpretation der literarischen Tradition.Monographie (Betreuer: Prof.Dr. Joseph Jurt)

GÖDDE-BAUMANN, Beate

Visions contemporaines et visions postérieures de l'Affaire Dreyfus en Allemagne, in : Michel Denis, Michel Lagrée, Jean-Yves Veillard, Hrsg.: L'Affaire Dreyfus et l'opinion publique en France et à l'étranger, Rennes 1995, p.229-243.

"Die helle Seite bleibt "verborgen". Über die deutsche Rezeption der Dreyfus-Affäre, in: Julius H.Schoeps, Hermann Simon, Hrsg.: Dreyfus und die Folgen, Berlin 1995, S.92-117.

Die Auseinandersetzung der Historiker mit der Niederlage : Frankreich nach 1870/71-Deutschland nach 1918/19, in Pierre Guillen/ Ilia Mieck, Hrsg: Nachkriegsgesellschaften in Deutschland und Frankreich im 20. Jahrhundert (in Druck).

GUILLAUME, Sylvie

La place de l'Allemagne dans l'enseignement de l'Histoire à la faculté des Lettres de Bordeaux, 1880-1939 in Alain Ruiz, Présence de l'Allemagne à Bordeaux, Bordeaux1997.

HAHN, Anne

Die Entfestigung der Stadt Saarlouis, Staatsexamensarbeit Universität des Saarlandes, 1997, 132 S. (Betreuer: Prof.Dr.Rainer Hudemann)

HEIL, Peter

Von der ländlichen Festungsstadt zur bürgerlichen Kleinstadt. Stadtbau zwischen Deutschland und Frankreich. Landau, Haguenau, Sélestat und Belfort zwischen 1871 und 1930, Universität des Saarlandes 1997, abgeschlossene Monographie, 240 S. (im Druck)

De la ville rurale fortifiée à la petite ville bourgeoise. Landau, Sélestat et Belfort entre 1871 et 1914 in IFRAS Nancy (Hg.): Regards croisés sur une culture transfrontalière. Données, enjeux, perspectives, erscheint Nancy 1998.

HUBERT, Michel

L'Empire allemand entre libéralisme et dirigisme: La politique allemande face aux flux migratoires, n : Actes de la semaine européenne et du Colloque international "Les Libéralismes européens" (9-12 décembre 1997), Publications du CERE n° 7, Université de Paris XII-Créteil.

HUBERTY, Christiane

Les groupes libéraux à Strasbourg (1886-1903), maîtrise Strasbourg II, 997 (Betreuer: Prof. Dr. Christian Baechler)

ILLIAQUER, Sarah

Das Frankreichbild der "Sozialistische Monatshefte" im Ersten Weltkrieg. Magisterarbeit. Tübingen (Betreuer: Prof. A. Wirsching.)

JURT, Joseph

L'engagement de Zola pour Dreyfus et la logique du champ littéraire in: Auguste Dezalay (édit.), Zola sans frontière, PUS, Strasbourg, 1996, p. 33-45.

La réception littéraire transnationale: Le cas de Zola en Allemagne in RZLG 20, Nr. 3/4, 1996, p. 343-364.

KOCH Ursula E.

Grobe, Wahrheiten-Wahre Grobheiten. Feine Striche-Scharfe Striche. Jugend, Simplicissimus und andere Karikaturen-Journale der Münchner "Belle Epoque" als Spiegel und Zerrspiegel der kleinen wie der grossen Welt, Katalog zur Ausstellung des Instituts für Kommunikationswissenschaft (Zeitungswissenschaft) der LMU, München 1997 (mit Markus Behmer), 99 S.

Paris und die Franzosen in Münchner Kunst- und Satire-Journalen um 1900. München (15. Mai bis Ende Juni 1997). Beitrag zum "Französischen Frühling in Bayern" in Zusammenarbeit mit dem Institut Français und dem Bayerischen Hauptstaatsarchiv. Katalog, 88 S.

MAURER, Catherine

Dictionnaire du XIX^e Siècle européen (direction Madeleine Ambrière), Paris, PUF, 1997: articles Bismarck, Bülow, Guerre des Duchés, Guillaume I^{er}, Guillaume II, Krupp, Kulturkampf, Moltke, Prusse, Saxe, Unité allemande, Wurtemberg.

MÜLLER, Guido

Die elsass-lothringische Frage in den "Grenzboten": politische, wirtschaftliche und kulturelle Aspekte eines Grenzlandes im Westen. In: Michel Grunewald (Hrsg.), Le Problème d'Alsace-Lorraine vu par les périodiques (1871-1914). Im Druck.

RAITHEL, Thomas

Das "Wunder" der inneren Einheit. Studien zur deutschen und französischen Öffentlichkeit bei Beginn des Ersten Weltkrieges (Pariser Historischer Studien 45), Bonn, 1996.

RAPHAEL, Lutz

Staat im Dorf. Der Wandel lokaler Herrschaftsstrukturen während des Aufstiegs des modernen bürokratischen Anstaltsstaats (französische, deutsche und luxemburgische Erfahrungen im 19. Jahrhundert im Vergleich, (Forschungsprojekt im SZB 23 S der DZG)

ROTH, François

Approche historique et géopolitique de la Grande Région in: Héritages culturels dans la grande Région, Saar-Lor-Lux-Rhénanie-Palatinat (sous la direction de Jean-Paul Lehnert), Luxembourg, 1996, p. 135-155.

Le Reichsland d'Alsace-Lorraine: fondation, histoire, interprétation et perceptions, 1870-1945, in: Michel Grunewald, Le problème d'Alsace-Lorraine vu par les périodiques (1871-1918), à paraître 1998.

Soziale Konflikte als Nationalitätenproblem. Les conflits sociaux, révélateurs du problème des nationalités? Le cas de la Lorraine et de la Sarre, 1871-1935. In Katalog "GrenzenLos", Saarbrücken, 1998, p. 254/275.

Paul Bezanson, maire révoqué de Metz par les autorités allemandes et député protestataire au Reichstag: à paraître en 1998.

SCHRODA, Julia

Nationaler Anspruch und regionale Identität in Elsass-Lothringen (René Bazin, Maurice Barrès, Paul Acker, André Lichtenberger) Dissert. (Betreuer: Prof. Dr. Joseph Jurt)

STOCCHI, Emanuela,

La Politica religiosa nella Lorena annessa (1870-1919), abgchl. Tesi di laurea Università degli Studi di Roma "La Sapienza" 1996, 324 p. dact.

WIEBKE, Bendrath

Maurice Barrès. Schreiben für Ich, Region und Nation. Diss. In Vorbereitung (Betreuer: Prof. Dr. Joseph Jurt)

D. 1914-1945

1. Travaux publiés

BAECHLER, Christian

Stresemann et la frontière rhénane, 1919-1929 in : Christian Baechler, Carole Finck.L'établissement des frontières en Europe entre les deux guerres mondiales, Francfort, Berne, New York, Peter Lang 1996, p.181-198.

Stresemann, Locarno et l'Alsace-Lorraine, 1925-1926 in : Mélanges offerts à Francis Rapp, in: Revue d'Alsace, 122, 1996, p.329-342.

BEHMER, Markus

Von der Schwierigkeit, gegen Illusionen zu kämpfen. Der Publizist Leopold Schwarzschild-Leben und Werk vom Kaiserreich bis zur Flucht aus Europa, Münster 1997, 721 S. (Betreuer : Prof. Dr. Ursula Koch)

BUNGERT, Heike

Das Nationalkomitee und der Westen : Die Reaktion der Westalliierten auf das NKFD und die Freie Deutsche Bewegung, 1943-1948, Stuttgart, Steiner 1997.

GRUNEWALD, Michel

Le Discours européen dans les revues allemandes (1918-1933).Der Europadiskurs in den deutschen Zeitschriften (1918-1933).Hrsg. Michel Grunewald in Zusammenarbeit mit Hans Manfred Bock, Bern, Berlin, Frankfurt, Paris, Wien, Peter Lang 1997, 405 p.

HEIL, Peter

Nationalsozialistische Volkstumspolitik in der "Westmark" 1940-1944, erscheint in einem Begleitband zur Ausstellung "GrenzenLos" des Historischen Museums Saar, Saarbrücken, 1998, p. 134-155.

HUBERT, Michel

L'histoire démographique allemande: un Troisième Reich et trois mythes, in: Francia.

KOCH, Ursula E.

"Bestes Witzblatt der Welt" oder "Ware für vorgestern" ? Der "Simplicissimus" in der Weimarer Republik.In: Gertrud Maria Rösch (Hrsg.): Simplicissimus.Glanz und Elend der Satire in Deutschland, Regensburg 1996, S. 126-148.

LÖNS, Andreas

Französische Arbeitskräfte in Deutschland während des Zweiten Weltkrieges.Geschichte und Nachwirkungen.Magisterarbeit Tübingen (Betreuer : Prof.A.Wirching)

MÜLLER, Guido

Deutsch-französische Gesellschaftsbeziehungen nach dem Ersten Weltkrieg.Das deutsch-französische Studienkomitee und der Europäische Kulturbund im Rahmen deutsch-französischer Verständigungsbewegungen 1924-1933.Habilitationschrift Aachen 1997, 538 S.

Deutschland und der Westen: Internationale Beziehungen im 20. Jahrhundert.Festschrift für Klaus Schwabe zum 65. Geburtstag. Steiner Verlag : Wiesbaden/Stuttgart 1998, 381 S.

Gesellschaftsgeschichte und internationale Beziehungen: die deutsch-französische Verständigung nach dem Ersten Weltkrieg, in: ders. (Hrsg.) Deutschland und der Westen: Internationale Beziehungen im 20. Jahrhundert.Festschrift für Klaus Schwabe zum 65. Geburtstag, Steiner Verlag : Wiesbaden/Stuttgart 1998, S.49-64.

André Mayrisch und Pierre Viénot - ein politisches Paar zwischen Berlin und Paris (1923-1940).In: Michel Polfer/ Paul Margue (Hrsg.): Les années 30 : base de l'évolution économique, politique et sociale du Luxembourg d'après-guerre ? Actes du Colloque de l'A.L.E.H. du 27-28 octobre 1995, Beiheft zu Hemecht, Luxembourg, S.131-148.

Das Europabild der katholischen Monatszeitschrift "Stimmen der Zeit" im jesuitischen Umfeld (1918-1933).In: Michel Grunewald (Hg.), Le discours européen dans les revues allemandes (1918-1933). Der Europadiskurs in den deutschen Zeitschriften. : Bern u.a. P. Lang, 1997, S.149-179.

MÜLLER, Klaus-Jürgen

Les élites militaires sous le Troisième Reich, in: Gilbert Krebs et Gérard Schneiling (dir.) : Etat et Société en Allemagne sous le Troisième Reich, Publications de l'Institut d'Allemand, Université de la Sorbonne Nouvelle, Paris 1997, p.91-100.

Les perspectives internationales du Widerstand en Allemagne: in: Des Allemands contre le nazisme-Widerstand et Résistance.Actes de la Journée d'Etudes organisée par le Goethe Institut de Toulouse et l'Institut d'Etudes Politiques de Toulouse.Publication dirigée par Danielle Anex-Cabanis, Toulouse 1997, p. 21-31.

(Zusammen mit Inge Müller-Blessing). Ehre und Gewissen.Zur Motivation eines katholischen Attentäters, in: Kirchlicher Auftrag und politische Friedensgestaltung. Festschrift für Ernst Niermann, hg. von Alfred E. Hierold und Ernst Josef Nagel, Stuttgart, Berlin, Köln, S.165-177.

STEINERT, Marlis

La jeunesse d'Hitler, monographie, (Edition "Autrement").

STEEGMANN, Robert

Le KL-Natzwiller.Un camp de concentration nazi en Alsace (1941-1945), DEA Strasbourg II (Betreuer: Prof.Dr.Christian Baechler)

ULRICH, Angela

Die französische katholische Kirche im Spannungsfeld zwischen Treue zum Vichy-Regime und christlichem Widerstand (1914-1944), Magisterarbeit, Humboldt-Universität Berlin (Betreuer : Prof.Dr. Hartmut Kaelbe)

2. Travaux en cours

BOKELMANN, Elisabeth

"Der Prozess vom Riom", Monographie, abgeschlossen

BORIES-SAWALA, Helga

La France des années 30, Forschungsprojekt.

BUGGEL-ASMUS

Politische Kultur und Engagement im Pariser Wissenschaftsmilieu der dreissig bis fünfzig Jahre : Irène Joliot-Curie, Diss. Bremen (Betreuer: Dr. Bories - Savala)

BURGARD, Oliver

Meinungsaustausch und Zusammenarbeit pro europäischer Verbände in Deutschland und Frankreich, 1925-1933,,Diss. Freie Universität Berlin (Betreuer : Prof. Dr. Hagen Schulze)

DIEHL, Katrin

Die jüdische Presse im Dritten Reich.Zwischen Selbstbehauptung und Fremdbestimmung, Tübingen 1997, 362 S. (Betreuer : Prof.Dr.Ursula Koch)

DREGE, Suzan

Das Bild der Dritten Republik in den Memoiren einiger politisch engagierter französischer Intellektueller.Magist. Arbeit Hamburg.(Betreuer:Prof.Dr. K.J. Müller)

ENGEL, Kathrin

Die deutsche Kulturpolitik im besetzten Frankreich 1940-1944 im Bereich von Film und Theater (Diss., Frankfurt) (Betreuer :Prof.Dr. Lothar Gall)

GRÜNER, Stefan

Paul Reynaud und die Dritte Französische Republik.Liberalismus in Frankreich zwischen den beiden Weltkriegen.Diss. 1996 (Betreuer : Prof.Dr. Horst Möller)

HEIL, Peter

Zum Selbstbild von Raumplanern in Deutschland zwischen Nationalsozialismus und Bundesrepublik, Erscheinungsort noch unklar.

KITTEL, Manfred

Politische Mentalität und Parteiwesen in der deutschen und französischen Provinz (1919-1933/36).Fränkische und limousinische Bauernlandschaften im Vergleich.Laufende Arbeit (Institut für Zeitgeschichte, München).

LAPPENKÜPER, Ulrich

Carl-Albrecht Oberg, Höherer SS- und Polizeiführer in Frankreich (1942-1944) Laufende Arbeit. (Aufsatz)

MÜLLER, Guido

Pierre Viénot, der Krieg und Deutschland.Aus unveröffentlichten Briefen 1914-1940.In : Galerie.Revue culturelle et pédagogique, Dossier " Rencontres de Kolpach (11), hrsg.von Cornel Meder, 15, (1997), Nr 1, Luxembourg, S.91-104.

NERI, Daniela

Politische Mitte und parlamentarische Demokratie. Zur Kooperation sozialdemokratischer und bürgerlicher Parteien in der Weimarer und der späten Dritten Republik 1919/1933/40 im Vergleich.Laufende Arbeit (Institut für Zeitgeschichte, München)

RAITHEL, Thomas

Von der Krise zur Kapitulation.Deutscher Reichstag und französische Abgeordnetenkammer 1919-1933/40 im Vergleich.Laufende Arbeit (Institut für Zeitgeschichte, München)

WIRSCHING, Andreas

Vom Weltkrieg zum Bürgerkrieg ? Politischer Extremismus in Deutschland und Frankreich 1918-1933/39..Berlin und Paris im Vergleich, erscheint im Frühjahr 1998 im Oldenbourg Verlag München.

WURM, Clemens A.

Internationale Kartelle und die deutsch-französischen Beziehungen 1924-1930.Politik, Wirtschaft, Sicherheit (Laufende Arbeit)

E.ab 1945-après 1945.

1. Travaux publiés

BÜHRER, Werner

Westdeutschland in der OEEC.Eingliederung, Krise, Bewährung 1947-1961, München, Oldenbourg Verlag, 1997.

Frankreich und das Ruhrgebiet-Mythos und Realität, in: Andreas Wilkens (Hg.), Die deutsch-französischen Wirtschaftsbeziehungen 1945-1960, Sigmaringen 1997, S.225-236.

BUNGERT, Heide

Das Nationalkomitee und der Westen : Die Reaktion der Westalliierten auf das NKFD und die Freien Deutschen Bewegungen, 1943-1948, Stuttgart, Steiner 1997.

ECK, Jean-François

L'implantation industrielle française en Allemagne fédérale de 1945 au début des années 1960 ; un ambition renouvelée ? In: Vingtième Siècle, revue d'Histoire, juillet-septembre 1996, N°1.

FRANCOIS, Etienne

Der 8. Mai : Befreiung oder Niederlage. Ein Blick nach Frankreich, in R. Schröder (ed.): 8. Mai Befreiung oder Kapitulation, Berlin, 1997, p.137-142.

(Sous la direction et avec la collaboration de Matthias Middell, Emmanuel Terray et Dorothee Wierling): 1968 - ein europäisches Jahr ? Leipzig, Leipziger Universitätsverlag 1997, 164p.

GUILLAUME, Sylvie

La reconstruction du monde démocrate-libéral et la naissance de l'Etat- Providence, 1945-1950 in : Une nouvelle approche de la démocratie libérale, 1950-1974 in: Histoire de la Démocratie libérale (sous la direction de Serge Berstein), Paris, parution 1998.

HAHN, Marcus

Die DPS-Liberaler Neuanfang im deutsch-französischen Spannungsfeld, in : Rainer Hudemann / Burkhard Jellonek / Bernd Rauls (Hg.), Grenz-Fall. Das Saarland zwischen Frankreich und Deutschland 1945-1960, St.Ingbert 1997, S.199-224.

HEIL, Peter

"Gemeinden sind wichtiger als Staaten". Idee und Wirklichkeit des kommunalen Neuanfangs in Rheinland-Pfalz 1945-1957. Mainz 1997. (Veröffentlichungen der Kommission des Landtages für die Geschichte des Landes Rheinland-Pfalz, Bd.21).

Staat und Kommunen 1945-1974. Von der Integration zur Modernisierung der Verwaltung, in : Borck, Heinz-Günther (Hg.) : Beiträge zu 50 Jahren Geschichte des Landes Rheinland-Pfalz, Koblenz, 1997. (Veröffentlichungen der Landesarchivverwaltung Rheinland-Pfalz, Bd.73), S.115-137.

Warum es keine Rheinland-Pfälzer gibt ? Über die Beständigkeit und Wirkung älterer Regionalidentitäten in einem neuen Land in : Matheus, Michael (Hg.): Regionen und Föderalismus. 50 Jahre Rheinland-Pfalz. Stuttgart 1997. (Mainzer Vorträge 2), S.49-64.

Les administrations d'occupation occidentales et la reconstruction des villes allemandes 1945-1949, in: Dominique Barjot/Rémi Baudouin/ Danièle Voldmann (Hg.): Les Reconstructions en Europe 1945-1949. Brüssel 1997, S.81-90.

HEINEN, Armin

Saarjahre. Politik und Wirtschaft im Saarland 1945-1955, Stuttgart, 1996.

Politische, kulturelle und ökonomische Voraussetzungen wirtschaftlicher Integration. Das Saarland im französischen Wirtschaftsraum 1945-1956, in : Rainer Hudemann/Hartmut Kaelble/Klaus Schwabe (Hg.), Europa im Blick der Historiker. Europäische Integration im 20. Jahrhundert : Bewusstsein und Institutionen, 1995, S.129-142.

Narrenschau. Prinz Karneval als Zeitzeuge, Edwin Dillmann / Richard van Dülmen (Hg.), Lebenserfahrungen an der Saar, Studien zur Alltagskultur 1945-1995, St.Ingbert 1996, S.298-328.

Marianne und Michels illegitimes Kind. Das Saarland 1945-1955 in der Karikatur, in : Rainer Hudemann / Burkhard Jellonek / Bernd Rauls (Hg.), Grenzfall. Das Saarland zwischen Frankreich und Deutschland 1945-1960, St.Ingbert 1997, S.45-62.

Frankreich, Grossbritannien und der Schuman Plan - oder die "Entzauberung der Welt" durch die Zeitgeschichte, in: Guido Müller (Hg.), Deutschland und der Westen. Internationale Beziehungen im 20. Jahrhundert (im Druck).

HUBERT, Michel

Etudes germaniques et développement des filières pré-professionnelles: le bilan et les obstacles, in : Actes du XXXème Congrès de l'AGES, Paris 1997.

Cinq ans après : bilan de l'évolution démographique dans l'Allemagne unie (1990-1995) in: Revue d'Allemagne, 1998.

HUDEMANN, Rainer

L'occupation française d'après-guerre dans les relations franco-allemandes depuis 1945, in: Vingtième Siècle N° 55 (1997), S.58-68.

Landesgründung und Verfassungsgebung im Spannungsfeld von Besatzungsmacht und deutscher Politik, in : Heinz-Günther Borck Dieter Kerber (Hg.), Beiträge zu 50 Jahren Geschichte des Landes Rheinland-Pfalz, Koblenz, 1997, S.61-88 und CD-ROM-Ausgabe.

50 Jahre Landtag - 40 Jahre Bundesland. Notizen zur saarländischen Identität, in: 50 Jahre des Saarlandes. Protokoll der Sondersitzung des saarländischen Landtages aus Anlass seines 50jährigen Bestehens, Saarbrücken 1997, S.21-36.

Strukturprobleme im deutsch-französischen gesellschaftlichen Austausch, n., Hans Manfred Bock (Hg.), Deutsch-französisches Verständigung als zivilgesellschaftliches Projekt. 50 Jahre Deutsch-Französischen Institut Ludwigsburg, Opladen 1998 (im Druck).

Wirtschaftsbeziehungen im deutsch-französischen Verhältnis der Nachkriegsperiode.: Stand und Perspektiven der Forschung, in: Andreas Wilkens (Hg.): Die deutsch-französischen Wirtschaftsbeziehungen 1945-1960 - Les relations économiques franco-allemandes 1945-1960, Sigmaringen, 1997, S.309-320.

HÜSER, Dietmar

Charles de Gaulle, Georges Bidault, Robert Schuman et l'Allemagne 1944-1950. Conceptions-actions-perceptions in: Francia 23/3 (1996), S.49-73.

Das Rheinland in der französischen Deutschlandpolitik - Realität und Rhetorik der Abtrennungsforderung 1943-1948, in: Tilmann Koops/Martin Vogt (Hg.): Das Rheinland in zwei Nachkriegszeiten 1919-1930 und 1945-1949, Koblenz, S.103-128.

Frankreich und die Potsdamer Konferenz. Die deutsche Einheit in französischer Perspektive in: Heiner Timmermann (Hg.), Potsdam 1945. Konferenz, Vorgeschichte, Verlauf und Folgen für Deutschland, Europa und die Welt, Berlin 1997, S.59-85.

Wahlen, Parteien und politische Kultur im Saarland der 70er und 80er Jahre - Aspekte eines Umbruchs mit Konstanten, in: Edwin Dillmann /Richard van Dülmen (Hg.), Lebenserfahrungen an der Saar. Studien zur Alltagskultur 1945-1995, St. Ingbert 1996, S.40-65 u. 415-424.

Vom schwierigen Umgang mit den "schwarzen Jahren" in Frankreich. Vichy 1940-1944 und 1944/45-1995, in: Holger Afflerbach/Christoph Cornelissen (Hg.): Sieger und Verlierer. Materielle und ideelle Neuorientierung nach 1945, Tübingen/Basel 1997, S.87-118.

Ventres creux, mentalités collectives et relations internationales - la faim dans les rapports franco-allemands d'après - guerre, in: Francine -Dominique Liechtenhan (Hg.), Europe 46. Entre le deuil et l'espoir, Brüssel, 1996, S.141-164.

Die Saar in den internationalen Beziehungen nach dem Zweiten Weltkrieg - Ungewisse Planspiele, zögerliche Praxis und funktionales Potential in einem nachgeordneten Politikfeld, in: Rainer Hudemann/Burkhard Jelloneck/Bernd Rauls (Hg.), Grenz-Fall. Das Saarland zwischen Frankreich und Deutschland 1945-1960, St. Ingbert 1997, S.97-120.

Der Front National im Elsass - eine etablierte Protestpartei ? in: Dokumente. Zeitschrift für den deutsch-französischen Dialog 53 (1997) S.216-220.

Französische Parteien in bundesdeutscher Perspektive - Zur politischen Kultur der V. Republik, erscheint in: Hans-Jürgen Lüsebrink (Hg.), Die französische Kultur (Aufsatz im Druck)

Selbstfindung durch Fremdwahrnehmung in Kriegs- und Nachkriegszeiten. Französische Nation und deutscher Nachbar seit 1870, erscheint in: Michael Salewski/Jürgen Elvert (Hg.), Die Wahrnehmung "des anderen" im 19. und 20. Jahrhundert (Im Druck)

HÜSER, Judith

"Der schönste Tag ihres jungen Lebens". Erstkommunion oder eine saarländische Synchronisierung der Zeit, in: Edwin Dillmann/Richard van Dülmen (Hg.), Lebenserfahrungen an der Saar. Studien zur Alltagskultur 1945-1995, St. Ingbert 1996, S.210-244, 444-454.

Kirche, Konfession und Religiosität und saarländische Nachkriegspolitik: Zwischen "Klischee" und "Handlung" in: Rainer Hudemann /Burkhard Jelloneck/Bernd Rauls (Hg.), Grenz-Fall. Das Saarland zwischen Frankreich und Deutschland 1945-1950, St. Ingbert 1997, S.225-238.

JURT, Joseph

L'image de l'Allemagne dans *Le Hussard Bleu* in: Marc Dambre (édit), Roger Nimier quarante ans après le Hussard bleu, Paris, pp.289-321, 1995. Deutsch-französische Fremd- und Selbstbilder in der Literatur und Publizistik der Gegenwart, in: Frankreich-Jahrbuch 1995, p. 57-80.

Albert Camus et l'Algérie in: Joseph Jurt (édit.) Algérie-France-Islam, Paris, 1997, p.97-110.

KAEUBLE, Hartmut

Die Nachkriegszeit (1945-1955/57) in Frankreich und Deutschland, in: Pierre Guillen/Ilya Miecz, Hg., Nachkriegsgesellschaften in Deutschland und Frankreich im 20. Jahrhundert, München, 1998.

Wertewandel in Frankreich und Deutschland. Wie viel nationale Divergenz, wie viel europäische Konvergenz ?, in: Renate Köcher/ Joachim Schild, Hg.: . Traditionsbindung und Wertewandel in Frankreich und Deutschland, Opladen 1998, S.309-325.

KÜSTERS, Hanns Jürgen

Dokumente zur Deutschlandpolitik. II. Reihe Band 3. 1. Januar bis 31. Dezember 1950. Veröffentlichte Dokumente. bearb. H.J. Küsters/ D. Hoffmann. Unveröffentlichte Dokumente. Bearb. H.J. Küsters /C. Tessmer. München 1998.

LAPPENKÜPER Ulrich

Die Bundesrepublik Deutschland und Frankreich: Dokumente 1949-1963, hrsg. von Horst Möller und Klaus Hildebrand, Bd. I Aussenpolitik und Diplomatie, bearb. von Ulrich Lappenküper, München 1997.

Ein besonderes Verhältnis: Konrad Adenauer und Frankreich (1949-1963) (Rhöndorfer Hefte Publikationen zur Zeitgeschichte, H. 4), Bad Honnef 1997.

"Sprachlose Freundschaft" Zur Genese des deutsch-französischen Kulturabkommens vom 23. Oktober 1954, in: Lendemains 21 (1996), H.86, S.67-82.

LORENTZ, Claude

La France et les restitutions allemandes au lendemain de la Seconde Guerre mondiale (1943-1954), thèse de doctorat Strasbourg III (Betreuer: Prof. Raymond Poidevin)

LOTH, Wilfried

Frankreichs dunkle Jahre: Besetzung, Kollaboration, Résistance, in: Wolf D. Gruner, Klaus-Jürgen Müller (Hrsg.), Über Frankreich nach Europa. Frankreich in Geschichte und Gegenwart, Hamburg, 1996, S.419-441.

Das deutsch-französische Bündnis: Grundlagen, Wandlungen, Perspektiven (Aufsatz).

Von der Vierten zur Fünften Republik, in: Marieluise Christadler/ Henrik Uterwedde (Hrsg.), Länderbericht Frankreich, Bonn, 1997.

Der saarländische Sonderweg im Licht der neueren Forschung, in: Rainer Hudemann/Burkhard Jelloneck/Bernd Rauls (Hrsg.), Zwischen Frankreich und Deutschland. Das Saarland 1945-1960, St. Ingbert, 1997.

De Gaulle, in: Vincent Hoffmann-Martinot u.a. (Hrsg.), Fremde Freunde. Deutsche und Franzosen vor dem 21. Jahrhundert, München, 1997.

Kriegsende in Frankreich, in: Ulrich Herbert/Axel Schildt (Hrsg.), Kriegsende in Europa, Essen, 1997.

Jean Monnet, Charles de Gaulle et le projet d'Union politique (Beitrag zum Kolloquium Jean Monnet 29.-31. mai 1997 in Paris)

MARCOWITZ, Reiner

La classe politique allemande face à la politique nucléaire et à la politique de l'OTAN du général de Gaulle. in : Revue d'histoire diplomatique (1997), S. 153-163.

MÜLLER, Guido

Westliche und deutsche Einflüsse auf die Struktur der rheinischen Kulturinstitutionen nach 1945. In: Dieter Breuer, Georg Mölich (Hrsg.), Öffentlichkeit der Moderne-Die Moderne in der Öffentlichkeit. Die Moderne im Rheinland 1945-1955, Paderborn 1998.

Europa-Initiativen im Rheinland nach 1945. In: Dieter Breuer, Georg Mölich (Hrsg.), Öffentlichkeit der Moderne-Die Moderne in Öffentlichkeit. Die Moderne im Rheinland 1945-1955. Paderborn 1998

Schwarz und weiss ? Belgisch-Congo in den internationalen Beziehungen 1942-1963

SCHWICHOW, Peter,

Kommunalpolitik und Wiederaufbau nach dem Zweiten Weltkrieg (1945-1950). Eine Studie am Beispiel der Stadt Zweibrücken, Magisterarbeit Universität des Saarlandes 1996, 124 S. (Betreuer: Prof. Dr. Rainer Hudemann).

STEINERT, Marlis

L'Ordre européen in : Relations Internationales, N° 90, 1997/3

Die Europäisierung der Saar : eine echte Alternative ? Beitrag für "Das Saarland in der Nachkriegszeit", hrsg. : R. Hudemann/B. Jellonek.

TISCHLEDER, Hanne

Die Saarabstimmung von 1955 und der Karneval. Die Geschichte der Saar im Spiegel der Bütt, in : Rainer Hudemann/Burkhard Jellonek/Bernd Rauls (Hg.), Grenz-Fall. Das Saarland zwischen Frankreich und Deutschland 1945-1950, St Ingbert 1997, S. 313-336.

2. Travaux en cours

ANDRES, Alexis

Edgar Hector et la question sarroise, 1920-1957, maîtrise Strasbourg II (Betreuer : Prof. Dr. Christian Baechler)

BATEL, Loïc

Albrecht Schönherr: de l'Eglise confessante à l'Eglise dans le socialisme. Thèse Paris I 1998 (Betreuer : Pr. Dr. Etienne François)

BAUMANN, Ansbart

Begegnung der Völker ? Politik und Kultur in den deutsch-französischen Beziehungen nach 1963, Dissertation Tübingen (Betreuer : Prof. A. Wirsching)

BOKELMANN, Elisabeth

Diskurs und Handeln. Untersuchungen zur Justizreform in der gesellschaftlichen Umbruchphase der 60er Jahre. Deutschland, Frankreich und Italien im Vergleich. (Forschungsprojekt)

BÜHRER, Werner

Jean Monnet und die deutsche Industrie (Artikel)

ESCHERICH, Bernhard

Zum Deutschlandbild französische Historiker nach 1945, Diss. Universität Bonn (Betreuer : Prof. Dr. Ernst Opgehoorth)

GOSSNER, Thomas

Die publizistische Auseinandersetzung über die aussenpolitischen Grundpositionen in der Bundesrepublik Deutschland am Beispiel der "Atlantiker-Gaullisten"-Kontroverse, Magisterarbeit-Tübingen (Betreuer : Prof. A. Wirsching)

HANGEN, Claudia

Les "Verts" im Spannungsfeld des französischen Regierungssystems. Eine ideologische Analyse (Betreuer : Prof. Dr. Joachim Rasche) Universität Hamburg, 1998.

HAUSTEIN, Sabine

Konsummuster und Lebensstile in Westeuropa in den 1950er und 1960er Jahren (3-Länder-Vergleich), Diss. Humboldt- Universität Berlin (Betreuer: Prof. Dr. Hartmut Kaelble)

HUDEMANN, Rainer

Gewerkschaften an der Saar seit 1945. Darstellung und Dokumentation, Universität des Saarlandes, 1998 Forschungsprojekt (unter Mitarbeit von Wilfried Busemann)

KIRSCH, Martin

Auslandserfahrung und Identitätswandel europäischer Wissenschaftler im 20. Jahrhundert, Habil. Humboldt-Universität Berlin (Betreuer : Prof. Dr. Hartmut Kaelble).

LAPPENKÜPER, Ulrich

Stätte der Begegnung, Heimstatt der Versöhnung und der Eintracht zwischen den Völkern: Die Gründung des Deutschen Hanses in der Cité Universitaire de Paris (1950-1956) (Aufsatz)

MIARD-DELACROIX, Hélène

Question nationale et nationalisme en Allemagne dans la perception du Haut-Commissariat français de 1949 à 1955 (travail en cours)

MULLER, Guido

Pierre Viénot, der Krieg und Deutschland. Aus unveröffentlichten Briefen 1914-1940. In: Galerie. Revue culturelle et pédagogique, Dossier "Rencontres de Kolpach (11), hrsg. von Cornél Meder, 15, (1997), Nr 1, Luxembourg, S.91-104.

SCHMIDT-GERNIG, Alexander

"Europäische Erwartungshorizonte", sozialwissenschaftliche Zukunftsforschung und politische Gesellschaftsplanung im Westeuropa 1950 - 1980, Habil. Humboldt-Universität Berlin (Betreuer: Prof. Dr. Hartmut Kaelble)

STALP, Anja

Die deutsche Vereinigung im Spiegel von "Le Monde Diplomatique." Ein Beitrag zur Rezeptionsgeschichte. Magisterarbeit Hamburg (Betreuer: Prof. Dr. K.J. Müller)

STEPHAN, Ina

Der Parti Socialiste während der zweiten Amtszeit Mitterands (1988-1995): Von der Krise zum Neubeginn, Diss; Kassel (Betreuer: Prof. Dr. R. Höhne)

STOLZ, Michael

Französische Debatten über den wissenschaftlich-technischen Fortschritt als Herausforderung für die staatliche Planung 1956-ca 1965. Dissertation Erlangen (Betreuer: Pr. Dr. A. Doering-Manteuffel)

STURM, Imke

Einwanderungspolitik und Dekolonisierung in Grossbritannien und Frankreich. Diss. Berlin (Betreuer: Prof. Dr. Cl. Wurm)

III. KOLLOQUIEN - COLLOQUES

1. Jean Monnet, l'Europe et les chemins de la Paix.

Internationales Kolloquium des Institut Pierre Renouvin der Universität Paris I/Panthéon-Sorbonne und des Deutschen Historischen Instituts Paris, in Verbindung mit der Fondation Jean Monnet pour l'Europe, Paris 29.-31. Mai 1997

Jean Monnet (1888-1979) gehört zweifellos zu den Schlüsselfiguren der französischen wie der europäischen Geschichte des 20. Jahrhunderts. Nicht nur bei einer weiteren Öffentlichkeit steht dabei die Kenntnis seiner Person und seiner Rolle spürbar hinter dem tatsächlichen Einfluss seines Wirkens zurück. Erst in jüngerer Zeit ist eine historiographische Neuentdeckung Jean Monnets zu verzeichnen, zuletzt charakterisiert durch das Erscheinen zweier umfassend angelegter, aber zu recht unterschiedlichen Ergebnissen gelangender Biographien.

Der zeithistorische Forschungsstand zu Jean Monnet ist sehr uneinheitlich. Besser explorierte Bereiche - wie die Geschichte des französischen Planungskommissariats, die Vorgeschichte der Montanunion - stehen Zeitabschnitte und Fragestellungen gegenüber, die bislang wenig oder gar nicht bearbeitet wurden, etwa Monnets finanzpolitische Aktivitäten in der Zwischenkriegszeit, sein europapolitischer Einfluss nach 1956, die Rolle des "Aktionskomitees für die Vereinigten Staaten von Europa", eine Verbindungen zur deutschen Politik.

Unter diesen Vorzeichen gingen das Institut Pierre Renouvin der Universität Paris I/Panthéon Sorbonne und das Deutsche Historische Institut Paris an die Organisation des ersten übergreifenden wissenschaftlichen Kolloquiums zur Person Jean Monnets, das zum einen die lange Lebensperspektive Monnets umfassen und sich zum anderen thematisch auf die verschiedenen Dimensionen seines Wirkens im Rahmen der internationalen Politik konzentrieren sollte. Manche Lebensbereiche Monnets waren somit ausgeklammert, etwa seine chinesischen Jahre oder seine Rolle als Planungskommissar ab Ende 1945, die bereits Gegenstand einer anderweitigen Veranstaltung gewesen ist. Auch nach dieser Eingrenzung blieb genügend Materie für ein gedrängtes dreitägiges Kolloquiumsprogramm übrig.

Im Vorfeld des Kolloquiums hatte bereits am 18. 19. April 1997 am Sitz der "Fondation Jean Monnet pour l'Europe" in Lausanne eine umfangreiche Zeitzeugenbefragung stattgefunden. Henri Rieben, Präsident der Fondation, stellte aus diesem Anlass auch in Lausanne verwahrte reichhaltige archivalische Bestände vor, auf die Forschungen zum Themenkreis Jean Monnet zurückgreifen können.

I.

Die erste Sektion des Pariser Kolloquiums in den Räumen des französischen Senats war dem Engagement Monnets in der Zeitspanne von Ersten bis zum Zweiten Weltkrieg gewidmet: "Mobiliser les démocraties européennes et américaines contre la violence". Unter dem Vorsitz von René Girault (Universität Paris I) galt die Analyse dem öffentlichen Wirken Monnets in diesem ersten langen Lebensabschnitt: bei Beginn des grossen Krieges war Monnet 25 Jahre alt, bei Beginn des Zweiten Weltkrieges zählte er über 50 Jahre. Im Lichte seiner Aktivität nach 1945 ist es naheliegend - oder auch verführerisch -, dieses Vierteljahrhundert als eine Art Lehrperiode Monnets zu interpretieren, deren Erfahrungen schliesslich im europäischen Engagement in der

zweiten Nachkriegssära einmündeten. Die notwendigen Nuancierungen und Relativierungen wurden von allen Referenten angebracht.

Der Beitrag von *Nicole Piétri* (Universität Strasbourg) zum Thema "Jean Monnet et les organismes interalliés durant la Première Guerre mondiale" ging dem frühen Engagement Monnets nach, der sich bald nach Kriegbeginn der französischen Regierung mit der Idee zur Verfügung stellte, den kriegswichtigen Nachschub, der nach Lage der Dinge nur aus Übersee kommen konnte, in effizienter Form zu organisieren. Die "Weizen Kommission" (Wheat Executive) war die erste der in London unter der Beteiligung Monnets eingerichteten "Allied Executive Councils", die einer engen Koordinierung der britisch-französischen Rohstoffkäufe dienten. Etwas später kam der "Allied Maritime Transport Council" hinzu, eine Einrichtung, die den verfügbaren Schiffsraum "poolen" sollte. Form und Zielsetzung späterer europäischer "Poole" waren damit noch nicht erfunden. Immerhin, so *Nicole Piétri*, wurzelt in dieser Periode Monnets Überzeugung, künftig würde kein europäisches Land mehr isoliert zu praktikablen wirtschaftlichen Problemlösungen gelangen können.

Antoine Fleury (Universität Genf) und *Lubor Jilek* (Fondation des archives européennes Genf) skizzierten die Rolle Monnets als erster stellvertretender Generalsekretär des Völkerbundes in den Jahren 1919-1923. Fleury plädierte dafür, Monnets Genfer Jahre nicht im Wissen um die später erwiesene Handlungsunfähigkeit des Völkerbundes zu interpretieren. Monnet sei durchaus im Bewusstsein konstruktiver Arbeit aus den Diensten der "Société des Nations" geschieden; erst im Rückblick aus der Distanz seien die wichtigen Erfahrungen, die er etwa bei den Krisenregelungen in Oberschlesien und in Österreich sammeln konnte, übermässig eingedunkelt worden.

Mit monetären und wirtschaftlichen Stabilisierungsmassnahmen in Osteuropa war Monnet auch nach seinem Ausscheiden aus dem Völkerbund befasst. *Eric Bussière* (Universität Arras/Artois) versuchte eine - aufgrund der Quellenlage recht schwierige - Einschätzung der Aktivitäten Monnets in Warschau und Bukarest in den Jahren 1926/27.

Der treibenden Rolle Monnets zwischen September 1939 und Juni 1940 nahm sich *Elisabeth Du Réau* auf der Grundlage einer neuen Auswertung britischer und französischer Unterlagen an. Monnet befand sich in dieser Periode in London an der Spitze des "Comité de Coordination économique franco-britannique", einmal mehr befasst mit Fragen des Nachschubs, der Ausrüstung und der Verteilung von Ressourcen auf dem Kriegsschauplatz Europa. Das nicht abzuwendende dramatische französische Debakel gab den Anlass zur Konzeption der emphatischen Erklärung vom 16. Juni 1940 zur Bildung einer französisch-britischen Union mit gemeinsamer Regierung, gemeinsamer Währung, gemeinsamer Armee. Monnet gelang es, sowohl Churchill als auch de Gaulle zur Annahme dieses symbolischen Textes zu bewegen, bevor der Sturz der Regierung Reynaud der französischen Kapitulation den Weg bereitete. Keine zehn Jahre trennen diese Episode von der Ausarbeitung und Annahme der anderen berühmten Erklärung, derjenigen von Schuman vom 9. Mai.

Der Zweite Weltkrieg sah Monnet zunächst im Auftrag Churchills in Washington, dann im Auftrag Roosevelts in Algier, schliesslich im Auftrag de Gaulles wiederum in Washington. *John Gillingham* (Universität Missouri / Saint-Louis) analysierte den Anteil Monnets an der Vorbereitung des amerikanischen "Victory Programms". Dieses Projekt, dessen Produktionsziele zunächst als unerreichbar galten, dann aber weit übertroffen wurden, war nur Teil eines umfassenden Mobilisierungsprogramms, das die USA zum "Arsenal der Demokratien" machen sollte. In der Initialphase war Monnets Rolle nach *Gillinghams* Einschätzung erheblich; auch Monnet lernte in dieser Periode viel von amerikanischen Produktions- und Managementmethoden.

II.

Die zweite Sektion (Vorsitz: *Horst Möller*, Institut für Zeitgeschichte, München) nahm sich unter dem Thema "Jean Monnet et le nouveau visage de l'Europe après la Seconde Guerre mondiale" die Frage der Reorganisation Europas aus der Sicht Monnets vor, zunächst unter dem Aspekt der deutsch-französischen, dann der europäisch-amerikanischen Beziehungen. *Wolf D. Gruner* (Universität Rostock) stellte Monnets früh entwickelte Ansätze für eine europäische Neuordnung in den weiteren Zusammenhang der alliierten Nachkriegsplanungen. Das Memorandum Monnets vom 5. August 1943 sah für die Nachkriegszeit zwar mehrere deutsche Staaten vor, aber auch deren gleichberechtigte Einfügung in ein europäisches Ensemble, dessen wirtschaftlicher Kern um die Schwerindustrie des Ruhrgebiets und Lothringens organisiert werden wollen sollte.

Andreas Wilkens (Deutsches Historisches Institut Paris) und *Hanns Jürgen Küsters* (Bundesarchiv St. Augustin / Bonn) nahmen hinsichtlich der Beziehungen Monnets zu Deutschland ab 1950 teilweise einen Perspektivenwechsel vor, ging es doch nun nicht nur um die Konzeptionen Monnets, sondern auch um die europapolitische Positionierung der deutschen Politik, die ihrerseits Rolle und Einfluss Monnets in ihre Konzepte einbaute. Wilkens ging dabei besonders auf die europapolitische Umsteuerung der SPD in den 50er Jahren ein, die sich in engem Kontakt insbesondere Herbert Wehners zu Monnet vollzog. Dessen Projekt einer Europäischen Atomgemeinschaft spielte eine entscheidende Rolle bei der parlamentarischen Zustimmung der SPD zu den Römischen Verträgen im Jahre 1957. Wenn Euratom schon nicht - wie sich zeigen sollte - zur europäischen Integration der Atomwirtschaft führte, so hatte das Projekt doch das nicht geringe Verdienst, die SPD an Europa herangeführt zu haben. *Küsters* lotete wiederum die Beziehungen Monnets zu den deutschen Bundeskanzlern von Adenauer über Erhard und Kiesinger bis Schmidt und Brandt aus. Über 25 Jahre besass Monnet direkten Zugang zum deutschen Regierungschef, wenn er auch von dem einen mehr, von dem anderen weniger häufig als Berater in europäischen Angelegenheiten hinzugezogen wurde. Ein Quellenbeleg, dass Monnet direkt der Inspirator der berühmten Prämbel zum Deutsch-Französischen Vertrag von 1963 gewesen ist, konnte von keinem Referenten ausfindig gemacht werden, so dass seine Urheberschaft bis auf weiteres als fraglich gelten muss. *Küsters* hielt eine aktive Rolle Monnets immerhin für höchst wahrscheinlich.

Pascaline Winand (Université Libre de Bruxelles) und *Klaus Schwabe* (Technische Hochschule Aachen) wiesen die engen Beziehungen nach, die Monnet in den Nachkriegsjahrzehnten zum amerikanischen politischen Establishment unterhielt. Sie sind sich einig in dem Fazit, dass Monnet bei aller Nähe zu Washingtoner Regierungskreisen dabei keinesfalls schlechthin als "Mann Amerikas" zu charakterisieren ist. Bei genauerer Untersuchung liessen sich durchaus unterschiedliche Einschätzungen zur Ausformung der in der Ära Kennedy diskutierten neuen "atlantischen Partnerschaft" feststellen.

III.

Die dritte Sektion unter der Leitung von *Raymond Poidevin* (Universität Strasbourg) und *Gilbert Trausch* (Centre d'études et de recherches européennes Luxembourg / Universität Liège) nahm unter dem Thema "Jean Monnet et l'organisation de l'unité européenne" einige der bereits behandelten Aspekte zum europäischen Einigungsprozess wieder auf und führte die Analyse bis in die siebziger Jahre fort.

"On n'est pas Européen mais on le devient" - auf diese Formel brachte *Philippe Mioche* (Universität Provence/Aix-Marseille I) die Entwicklung, die Monnet von den Anfängen des Planungskommissariats für die französische Wirtschaftsmodernisierung bis in das Jahr 1950 führte, als Monnet zum Erfinder, Verhandlungsführer und schliesslichen Hauptverantwortlichen des Schuman-Plans für eine europäische Montanunion avancierte. Die Schaffung eines gemeinsamen Marktes für Kohle und Stahl war unzweifelhaft auch eine Antwort auf die Absatzprobleme, die auf die französische Stahlindustrie nach ihrem forcierten Ausbau und angesichts der stark ansteigenden deutschen Produktion zukamen. Die Bedingungen dieser europäischen Lösung entsprachen nicht gerade der Wunschvorstellung der Mehrheit der französischen Stahlindustriellen, auch wenn in der Lesart von *Mioche* diese mächtige Einflussgruppe in Teilen als aufgeschlossener erscheint als in mancher anderen Interpretation.

Die Probleme, mit denen sich Jean Monnet als erster Präsident der Höheren Behörde der Europäischen Gemeinschaft für Kohle und Stahl konfrontiert sah, waren Gegenstand der Untersuchung von *Yves Conrad* (Universität Louvain-la-Neuve). Zwar sollte es gelingen, aus dem Nichts eine funktionsfähige Institution zu schaffen, doch stiess Monnet bald an die engen Kompetenzbeschränkungen dieser Behörde, der von den nationalen Regierungen nicht eben viel Spielraum gelassen wurde. Sollte die Hohe Behörde in die Rolle einer europäischen Regierung hineinwachsen, waren baldige Fortschritte auf dem Weg weiterer Teilintegrationen unabdingbar.

Eine neue Sicht der Entstehungsgeschichte des Plans einer integrierten europäischen Armee präsentierte *Philippe Vial* (Service historique de la Marine Vincennes). Danach zielten Monnet und seine Berater - in diesem Fall insbesondere *Hervé Halphand* - nicht von Anfang an auf einen kontinentaleuropäischen Zusammenschluss, der die deutsche Wiederbewaffnung akzeptabel machen sollte; vielmehr hätten sie zunächst eine integrierte atlantische Gemeinschaft im Visier gehabt, die es in erster Linie erlauben sollte, einen Grossteil der Verteidigungskosten direkt auf den amerikanischen Partner abzuwälzen. Die in Monnets Schreiben an René Pleven vom 3. September 1950 schliesslich doch skizzierte europäische Konstruktion mit Einbindung deutscher Kontingente hätte demzufolge den Charakter einer Rückfalloption, auf die es nach der Ablehnung der transatlantischen Lastenteilung durch Washington und London zulaufen musste. Die Forschungsarbeiten zur Genese der Europäischen Verteidigungsgemeinschaft erschienen unter diesem Blickwinkel noch keineswegs als abgeschlossen.

Ähnliches liesse sich auch von der Entstehungsgeschichte von Euratom sagen, der - aus der Perspektive von Jean Monnet - *Antonio Varsori* (Universität Florenz) auf den Grund ging. Bekanntlich schien Monnet der Bereich der Kernenergie als besonders aussichtsreich für einen Durchbruch zugunsten einer weiteren sektoralen Integration. An dieser Präferenz gegenüber dem als wenig erfolgversprechend eingestuften Projekt des Gemeinsamen Marktes hielt Monnet zumindest noch bis zur Unterzeichnung der Römischen Verträge im März 1957 fest. Der Fortgang der Geschichte sollte anders entscheiden und aus dem Gemeinsamen Markt die Grundlage für den weiteren europäischen Einigungsprozess machen. In der Gesamtbewertung kam Varsori somit zu dem Schluss, Monnet habe nicht wirklich in dieser Phase mit dem Prozess eines neuen europapolitischen Anlaufs agiert und unter diesen Umständen auch nur begrenzten Einfluss auf die tatsächliche Gestaltung der Dinge nehmen können.

Das originelle Instrument, das sich Monnet selbst schuf, um europäische Projekte vorantreiben zu können, war das 1955 gegründete "Aktionskomitee für die Vereinigten Staaten von Europa". *Maria-Grazia Melchionni* (Universität La Sapienza, Rom) umriss Entstehung und Arbeitsweise dieser ganz auf die Methodik Monnets zugeschnittenen Struktur, in der über zwei Jahrzehnte die jeweils führenden Regierungsvertreter, Politiker und Gewerkschaftler der europäischen Gemeinschaftsländer vertreten waren. Der Mann ohne Regierungsamt spielte auf diese Weise durch Vorbereitung, Abstimmung und Vernetzung europapolitischer Positionen

im Hintergrund der politischen Bühne weiterhin eine erhebliche Rolle. Eine systematische Auswertung der überlieferten und seit kurzem von der Fondation Jean Monnet pour l'Europe verzeichneten Papiere des Aktionskomitees steht noch aus.

Mit drei Beiträgen zu den 60er und den beginnenden 70er Jahren wurde schliesslich der letzten Phase der politischen Aktivität Monnets Rechnung getragen. Der Beitrag *Wilfried Loth* (Universität/GH Essen) zum Thema "De Gaulle, Jean Monnet et les plans Fouchet" legte dar, dass es in der ersten Phase nach der Rückkehr des Generals an die Macht durchaus den - im wesentlichen von Monnet initiierten - Versuch einer konstruktiven Zusammenarbeit der so unterschiedlichen Persönlichkeiten gab. Monnet glaubte zunächst an die Chance, die konföderalen Pläne de Gaulles für Fortschritte bei der weiteren Organisation Europas nutzbar machen zu können und wurde so auch im Aktionskomitee 1961 zu deren Fürsprecher gegenüber skeptischeren Beurteilungen. De Gaulles massive Attacke auf die "Volapük"-Europäer in seiner Pressekonferenz vom 15. Mai 1962 bereitete diesem prekären Zusammenwirken allerdings ein abruptes und definitives Ende, auch wenn - so die These von *Loth* - die weiterhin verfolgten Ziele näher beieinanderlagen, als beide Protagonisten es selbst wahrhaben wollten. Allersdings: als der General mit dem "leeren Stuhl" Politik betrieb, konnte der Gegensatz zu dem nach praktischen Lösungen suchenden Monnet nicht grösser sein. Auch graduelle Fortschritte schätzte der Integrationseuropäer nicht gering. Die Zäsur des Jahres 1969 mit den Regierungswechseln in Paris, London und Bonn bot nach einer Zeit der Krise immerhin wieder Aussicht auf einem grösseren Sprung nach vorn. Zunächst erfüllte sich mit dem Beschluss zur Aufnahme von Beitrittsverhandlungen mit Grossbritannien eine langjährige Forderung des Aktionskomitees. Monnet betrieb jetzt auch wieder verstärkt das - von *Gérard Bossuat* (Universität Cergy-Pontoise) analysierte - Projekt einer europäischen Währungs Kooperation sowie die Einrichtung eines "Europäischen Rates" (*Marie-Thérèse Bitsch*, Universität Strasbourg). Beide Vorhaben hatten gemein, dass sie nach erheblichen Widerständen zumindest teilweise realisiert werden sollten, aber doch nicht ganz im ursprünglichen Sinne Monnets. *Bossuat* zeigte den langen Weg auf, den das bereits seit 1957 von Monnet verfolgte Projekt eines europäischen Reservefonds genommen hatte, um über zwanzig Jahre später im Europäischen Währungssystem zu münden - als ob erst die Währungsturbulenzen der beginnenden 70er Jahre die Sinne für die Notwendigkeit einer "europäischen Währungsidentität" geschärft hätten. Gleichzeitig sah Monnet, so *Marie-Thérèse Bitsch*, den dringenden Bedarf an einer verstärkten politischen Autorität, von Monnet verschiedentlich als europäische Regierungsverhandlungen zwischen Pompidou, Heath und Brandt. Das Resultat, die regelmässigen Treffen der Staats- und Regierungschefs der Gemeinschaft, entsprach kaum den ursprünglichen Erwartungen Monnets auf ein langfristig planendes politisches Direktorium.

Der Nestor der französischen Geschichtsschreibung zur europäischen Gemeinschaftsbildung, *Pierre Gerbet* (Institut d'Etudes Politiques), unterzog sich schliesslich der Aufgabe, die Europa Konzeptionen Monnets und de Gaulles einer vergleichenden Betrachtung zu unterziehen. Zur Definition Europas, zur Rolle Europas in der Welt, zur Frage des institutionellen Gefüges arbeitete *Gerbet* in seiner Sicht weitgehend antipodische Gegensätze deutlich heraus. Letzten Endes habe sich die Methode Monnets als fruchtbarer erwiesen, so *Gerbet* in seiner Wertung, da sie es eher verstanden habe, im Bewusstsein der Europäer die Überzeugung von einer in Zukunft solidarischen Entwicklung des Kontinents zu verankern.

Zum Abschluss des Kolloquiums in den Räumen des Deutschen Historischen Instituts erhielten am dritten Tag noch einmal Weggefährten, Zeitzeugen und die Biographen Jean Monnets das Wort. Unter der Diskussionsleitung von Robert Frank (Universität Paris I) zeichneten *Frau Katharina Focke*, *Enrique Baron Crespo*, *François Duchêne*, *Pascal Fontaine*, *Max Kohnstamm*, *Jacques-René Rabier*, *Eric Roussel* wie zuvor bereits *Henri Rieben* die Konturen eines Mannes nach, der sich kaum je in den Vordergrund schob und doch tiefe Spuren in der europäischen Geschichte

hinterlassen hat. Für die deutsche Seite legte Altbundeskanzler *Helmut Schmidt* Zeugnis ab von dem Stellenwert, den Monnet als wichtige Orientierungsfigur in seinem persönlichen politischen Werdegang einnahm. Für eine nachfolgende Politikergeneration verdeutlichte die Präsidentin des Deutschen Bundestages, Frau *Rita Süßmuth*, in einer engagierten Ansprache, dass Leben und Werk Jean Monnets auch heute noch Inspiration für die Gestaltung der Zukunft Europas sein können.

Die Zeitspanne, mit der sich das Kolloquium zu befassen hatten, umfasste 60 Jahre einer bewegten europäischen Geschichte in 20. Jahrhundert. Das Wirken Monnets war zur adäquaten Analyse dabei jeweils in die unterschiedlichen zeithistorischen Kontexte zu integrieren. Dies machte einerseits die Reichhaltigkeit des Kolloquiums aus, andererseits konnte somit kaum ein einheitliches Fazit erwartet werden. Und doch liessen die teilweise sehr verschiedenartig angelegten Analysen insgesamt etwas vom Gesamtentwurf des Lebens Jean Monnets erkennen, von wiederkehrenden Handlungsmustern, die dem Wirken dieses Mannes eine eigentümliche Kohärenz verliehen: Der Glaube an gemeinschaftliche Lösungen, der Versuch der traditionellen Überwindung eingeschliffener Interessengegensätze, die Ablehnung des Prinzips der Dominanz auch im Bereich der zwischenstaatlichen Beziehungen, die Überzeugung von der notwendigen Fixierung verbindlicher Regeln in einer ansonsten zerfallenden internationalen Ordnung. Die aktive Organisation des Friedens erschien als Handlungsprinzip des Lebens Monnets. Zu seiner Wirkungskraft gehörte dabei nicht zuletzt die bewusste Konzentration auf nur eine Idee, dazu eine Ausdauer und eine Obstinatheit, die ihn noch im Moment der rüden Niederlage sagen liessen: "Je ne suis pas déçu, je suis déterminé".

Die Publikation der Beiträge des Kolloquiums soll im Laufe des Jahres 1998 erfolgen. Die Veranstaltung hatte mit der Unterstützung folgender Institutionen stattfinden können: ASKO-Europa-Stiftung, Saarbrücken; Centre d'études et de recherches européennes Robert Schuman, Luxembourg; CNRS, Paris. Commission de l'Union Européenne (DG X u. Secrétariat général); DAAD, Paris/Bonn; Friedrich-Ebert-Stiftung, Paris/Bonn; Konrad Adenauer-Stiftung, Paris/Bonn; Ministère de l'Education nationale, Paris; Université de Cergy-Pontoise; Université catholique de Louvain-la-Neuve (Institut d'Etudes européennes).

Dr. Andreas Wilkens

Organisation / Information :

Prof. Gérard Bossuat, Université Cergy-Pontoise, 8, rue du Parc, -95033 Cergy-Pontoise.

Dr. Andreas Wilkens, Deutsches Historisches Institut Paris, 8, rue du Parc-Royal, F-75003 Paris.

2. Le Rôle des institutions dans l'émergence d'une identité européenne.

Colloque international de Strasbourg-26-27 septembre 1997, organisé dans le cadre du programme international "Les identités européennes au XXème siècle. Divergences, convergences et solidarités" à l'Université Robert Schuman, Institut des Hautes Etudes Européennes (10 rue Schiller, 67081 Strasbourg Cedex). Le précédent Colloque avait eu lieu à Essen. Un seul volume (à paraître chez Bruylant) réunira les actes de deux colloques d'Essen et de Strasbourg.

Dans sa communication sur: "La SDN et la coopération européenne dans le domaine de l'éducation et de la culture", *Pierre Guillen (Grenoble II)* a rappelé que la SDN s'était donnée pour mission de façonner les esprits. L'Institut International de Coopération intellectuelle qui naît en 1925 devait contribuer à réaliser cet objectif. Ces institutions culturelles furent des lieux d'échanges et de contacts pour les intellectuels et les universitaires des différents pays européens et ont contribué à faire émerger progressivement une identité européenne. Dans le domaine de l'éducation l'enseignement des relations internationales dans les Universités fut encouragé et il fut conseillé de revoir celui de l'histoire. Le travail sur les manuels scolaires français et allemands initié à cette époque, fut repris après 1945 par Jules Isaac et se poursuit encore actuellement. La nécessité d'une nouvelle orientation de la formation des enseignants fut soulignée. La communication de *Sylvain Schirmann (Strasbourg III)* portait sur: "La SDN et la coopération monétaire en Europe au début des années 30". L'objectif prioritaire demeurerait le rétablissement du système de l'étalon-or. La SDN envisageait néanmoins de faire face aux situations d'urgence (émission d'un nouvel emprunt pour l'Autriche en 1932, crédits accordés par la BRI à la Reichsbank et à la Banque Nationale d'Autriche) sans perdre de vue la perspective d'une coopération européenne. Francqui proposa ainsi la fondation d'un Institut International des crédits à moyen terme. La création d'un Fonds de normalisation monétaire géré par la BRI fut sérieusement préparée. Un condominium monétaire entre le Royaume-Uni, la France et les Etats-Unis fut esquissé. Toutefois, avant la conférence de Londres, la restauration monétaire était vouée à l'échec quelle que fut la modalité envisagée: condominium ou Fonds de normalisation. Genève demeurerait fidèle à l'étalon-or et aux solutions des années 20 et n'était pas en mesure d'imposer ses vues aux différents états. *Silke Skär (Christ Church, Collège, Oxford)* dans une communication sur "La Grande-Bretagne et le Conseil de l'Europe (1949-1955)" attire l'attention sur ceux qu'elle appelle les "Strasbourg-tories" et sur les objectifs que ceux-ci assignaient au Conseil de l'Europe. Anthony Eden et le Foreign Office étaient beaucoup plus européens qu'on ne l'a dit. Ces conservateurs britanniques prirent une grande part à l'élaboration de la convention européenne des droits de l'homme. La communication de *Manuel Gonçalves Martins (Université Do Minho)* portait sur "Le Conseil de l'Europe et la défense de la culture européenne". Le Conseil de l'Europe s'est fixé dès le début des objectifs culturels. Différentes phases de son activité se sont succédées depuis la "réconciliation" initiale jusqu'à l'action paneuropéenne commune entreprise depuis 1989. La priorité est accordée actuellement aux pays de l'Europe centrale et orientale qui évoluent vers la démocratie. Ainsi l'éducation civique et le développement d'une citoyenneté démocratique sont-ils au nombre des points forts de la politique culturelle actuelle. Toutefois, celle-ci porte également sur la reconnaissance des diplômes universitaires en Europe, la diffusion d'un enseignement artistique, les conséquences des nouvelles technologies de communication et d'information, la coopération culturelle interrégionale et interfrontalière, la promotion du tourisme culturel. *Wolfram Kaiser (Université de Vienne)* dans sa communication sur: "L'AELE et l'identité européenne, sept. 1958/59-1972" a bien montré que l'hétérogénéité géographique et la simple

coopération intergouvernementale avaient été peu propices au développement d'une identité. La politique identitaire de l'AELE qui aurait pu être axée sur sa différence avec la CEE, a manqué de cohérence. Elle a créé sa propre communauté linguistique. Son identité propre s'inspirant d'un modèle scandinave, est peut-être celle d'une Europe social-démocrate.

La communication de *Bruno Riondel (Paris I)* était intitulée: "Affirmation du Parlement européen et prise de conscience d'une identité européenne. Des années soixante à nos jours." Les traités de Rome n'ont conféré au Parlement européen qu'une fonction consultative susceptible de limiter son action d'intégration. Les fédéralistes ont recommandé l'élection des membres du parlement européen au suffrage universel ainsi que l'extension de ses pouvoirs. Or, la démocratisation du parlement est très limitée. Le scrutin se déroule dans des circonscriptions régionales. Les listes des candidats sont composées par les états-majors des partis. Le taux d'abstention est élevé. Les objectifs des électeurs sont plus nationaux qu'européens. Enfin les pouvoirs du parlement demeurent limités. *Vlad. Constantinesco (Strasbourg III)* fait observer cependant que les pouvoirs budgétaires ne sont pas négligeables; il souligne la faiblesse de la représentativité. *Marie Th. Bitsch (Strasbourg III)* traite: "La création de la Commission Unique: réforme technique ou affirmation d'une identité européenne." Elle s'interroge sur la portée politique véritable de cette création qui n'avait peut-être d'autre ambition que de simplifier le cadre institutionnel. La fusion des institutions (conseils et commissions) était défendue par les "européistes convaincus": le gouvernement néerlandais, l'assemblée parlementaire, la Haute Autorité, le Comité d'action pour les Etats-Unis d'Europe. Ils y voyaient une nécessité technique ainsi qu'une étape importante sur la voie de l'union politique. Toutefois le projet s'enlisa jusqu'en janvier 1963, date où le veto gaullien fut opposé à l'entrée de la Grande-Bretagne dans la CEE. Il semble que le rapprochement franco-allemand ait fait progresser les négociations, contribuant à faire accepter à l'Allemagne la fusion des administrations et la réduction à neuf des membres de la Commission. Le traité instituant un Conseil et une commission uniques fut signé le 8 avril 1965. Les partisans de la fusion ont fait ressortir sa portée politique. Elle devait faire progresser l'intégration, concentrer les pouvoirs, constituer un tremplin pour l'unification politique. Toutefois desservie par les circonstances, elle ne contribua que faiblement à forger l'identité européenne. *Pierre Ludlow (Balliol College, Oxford)* traite la "Contribution de la Commission européenne à la formation d'une identité européenne". Il fait observer que la commission incarne seule l'activité diplomatique européenne. Il analyse le développement de la politique d'information. Le service de presse et d'information qui en est l'instrument, n'a cessé de s'étendre et a contribué à la formation d'une conscience civique européenne. L'un des intervenants demeure toutefois sceptique sur les relations entre la commission et les citoyens qui demeurèrent dirigées du haut vers le bas. *Vlad. Constantinesco (Strasbourg III)* fait une communication sur "Le Conseil européen". Cette institution dénuée de tout caractère communautaire n'en jouera pas moins un rôle non négligeable dans l'affirmation d'une identité communautaire comparable à un "patriotisme constitutionnel". Cette structure complexe intégrait les chefs d'Etat et de gouvernement, le Président ainsi qu'un membre de la Commission, les ministres des affaires étrangères. Dans un corpus de textes qui inclut le traité de Maastricht, le Conseil européen a établi que l'identité européenne était fondée sur la sauvegarde de la démocratie représentative, le règne de la loi, la justice sociale et le respect des droits de l'homme. Bien que l'Union européenne ne soit qu'une puissance mondiale embryonnaire à laquelle fait encore défaut une politique étrangère et de défense propre, les citoyens de l'Union peuvent invoquer des droits qui permettent de l'identifier.

Jörk Gerkrath (Strasbourg III) présente une communication sur: "La Cour de Justice des Communautés européennes, la "constitutionnalisation" de l'ordre juridique communautaire et son impact sur l'émergence d'une identité européenne". La Cour, composée de hauts-magistrats siégeant à Luxembourg, a des fonctions clairement définies et des modes de saisine qui excluent les individus. Elle a affirmé très tôt l'autonomie du droit communautaire par rapport au droit international. Elle a "constitutionnalisé" les Traités de Rome et assuré leur suprématie. Elle a introduit dans ces traités certaines valeurs: la protection des droits fondamentaux, la communauté de

droit, le principe démocratique, les concepts de l'équilibre constitutionnel et de la coopération loyale entre les institutions et les Etats-membres. Certaines limites ne doivent-elles pas néanmoins être posées ?

La communication de *Gérard Bossuat (Université de Cergy-Pontoise)* portait sur "Les Etats-Unis face aux institutions européennes." Les Etats-Unis ont accordé un soutien réticent à la relance de Messine. Il y avait cependant un courant "européiste" au Département d'Etat, auquel participait John Foster Dulles. Il répondait à une certaine forme d'idéalisme. Une "petite Europe" atomique et pacifique devait "encadrer" le développement de l'énergie atomique à des fins militaires. Elle était destinée de ce fait à "encadrer" la France. L'ancrage de l'Allemagne à l'ouest inspira en troisième lieu l'action de ce courant. Les Etats-Unis prirent ainsi position tout d'abord sur Euratom puis sur le Marché Commun qui leur inspirait des craintes. Les Américains acceptèrent cependant l'intégration économique afin de donner un idéal à la jeunesse européenne susceptible de le prémunir contre le neutralisme et le communisme. La volonté de renforcer provisoirement l'Europe était par ailleurs une des préoccupations américaines. Certains acceptèrent également sans doute le risque de l'intégration européenne. La communication de *Jean-Marie Palayret (Archives européennes de Florence)* était intitulée: "Une grande Ecole pour une grande idée: L'Institut universitaire européen de Florence et les vicissitudes d'une identité "académique" de l'Europe." Son auteur a retracé les quatre phases successives d'une genèse difficile s'étendant sur deux décennies. Entre 1948 et 1955, les fédéralistes étaient favorables à la création d'une véritable Université européenne et cette tendance était fortement représentée au Conseil de l'Europe. Cette fondation apparaissait néanmoins discutable à beaucoup. Ce projet fut relancé à Messine sous la forme d'un mémoire de Walter Hallstein soutenu par Alfred Müller-Armack alors que Franz-Josef Strauss y était hostile. Il y avait cependant de grandes divergences de vues entre les six sur la taille et la forme de cette Université dont un accord franco-italien fixa le siège à Florence en 1960. L'opposition conjuguée du général de Gaulle (les projets culturels tenaient une grande place dans le plan Fouchet) et des universitaires allemands désireux de sauvegarder la souveraineté des Länder en matière d'éducation, bloqua la réalisation d'un projet auquel les universitaires italiens étaient également hostiles. Le convention donnant naissance à l'Institut ne fut signée qu'en avril 1972.

Jean-François Flauss (Strasbourg III) étudie dans sa communication: "La Contribution de la Cour européenne des droits de l'homme à l'émergence d'une identité européenne". En matière de sauvegarde des droits fondamentaux, les Etats tendent à développer une interprétation conforme à la Convention européenne des droits de l'homme et à la jurisprudence de la Cour, assimilée à une "Académie de droit." La Cour européenne peut-elle être apparentée cependant à "une cour constitutionnelle européenne"? La légitimité démocratique lui fait défaut ainsi que le pouvoir d'annuler des dispositions adoptées par les autorités des Etats. Ainsi la Cour européenne n'est pas le maître d'oeuvre en matière d'identité constitutionnelle étatique. Le modèle constitutionnel européen serait plutôt à rechercher dans le cadre du Conseil de l'Europe. *Victor-Yves Ghebali (Institut des hautes études internationales, Genève)* consacre sa communication à: "L'OSCE et l'émergence d'une identité pan-européenne de sécurité". Il distingue deux phases et fixe la césure entre les deux en 1989. L'objectif initial était de développer la coopération entre l'Est et l'Ouest. Implicitement il s'agissait de surmonter la division du continent européen, en se référant aux valeurs occidentales. L'Europe était à la fois euro-atlantique et implicitement euro-asiatique, en raison de la présence de la Transcaucasie et de l'Asie Centrale. La CSCE a fourni une orientation "normative" aux Etats en intervenant dans leurs affaires intérieures. Le désarmement était cependant exclu des programmes de travail et cet organisme n'avait aucune compétence pour résoudre les crises et les conflits. A partir de 1989, elle souffrit de la concurrence de l'OTAN et de l'UEO en matière de sécurité. Concernant les droits de l'homme, elle se heurta au Conseil de l'Europe. Aussi sa composante géopolitique fut-elle consolidée et étendue au domaine méditerranéen. Le lien transatlantique a été maintenu en raison du rôle joué par les Etats-Unis dans le maintien de la "sécurité" en

Europe. Elle fut dotée d'une véritable dimension asiatique, incluant la Transcaucasie et l'Asie centrale. Le Japon et la Corée du Sud obtinrent un statut d'observateur. L'OSCE exerce une fonction de prévention, ayant été doté à cette fin de deux instruments efficaces : l'institution des missions de longue durée et celle d'un haut-commissariat pour les minorités nationales.

Jean-Christophe Romer (Strasbourg III) intitule sa communication : "De la 'pactomanie' soviétique à la 'groupomanie' post-soviétique en Europe centrale". Il entend se limiter aux questions de sécurité et retrace tout d'abord le processus de formation du système soviétique depuis la signature des premiers traités en 1943, suivis par ceux de la "deuxième vague" en 1948. Il souligne au passage la spécificité du cas polonais. Il montre que, dans les années 70, Moscou tente de créer un nouveau réseau de solidarités tout en consolidant le système existant. Après 1989, les traités bilatéraux renouvelés furent dénoncés. Les troupes soviétiques se retirèrent. La question de la dénonciation du pacte de Varsovie se posa, alors que l'Union européenne et l'OTAN se montaient peu disposés à accueillir ces Etats. Ils choisirent alors d'emprunter la voie des regroupements régionaux : triangle de Visegrad, créé également à des fins de sécurité, organisation commune aux trois Etats baltes, zone de coopération économique de la Mer Noire réalisée à l'initiative de la Turquie. En conclusion Jean-Christophe Romer insiste sur deux points : 1) Il faut se garder d'adopter des visions globalisantes à l'égard de ces pays qui sont loin de former un tout. 2) Il souligne leur volonté d'intégration dans des structures de plus vaste envergure.

Nicole Piétri, Strasbourg III

3. Internationales Kolloquiums des Instituts für Zeitgeschichte zum Thema "Demokratie in der Zwischenkriegszeit. Deutschland und Frankreich im Vergleich (1918-1933/40)" vom 24. bis 26. März 1998 in München

Das Kolloquium fand im Zusammenhang mit einem Forschungsprojekt des Instituts für Zeitgeschichte statt, das die demokratische Stabilität bzw. der Weimarer Republik und der Dritten Französischen Republik zwischen den Weltkriegen in vergleichender Perspektiv analysiert. Dabei geht es nicht allein um Analogien, sondern auch um charakteristische Unterschiede in den Kontexten, im Verlauf und in der Dimensionen des Krisenprozesses. Die Monographien des Forschungsprojekts thematisieren den politischen Extremismus in Paris und in Berlin (A. Wirsching), politische Mentalität und Parteiwesen in der deutschen und französischen Provinz (M. Kittel), Reichstag und Chambre des députés (Th. Raithel) sowie Funktionen und Probleme der parteipolitischen "Mitte" in der parlamentarischen Demokratie (D. Neri). Im Kontext des Projekts steht schliesslich eine auf die französische Seite konzentrierte Studie über Paul Reynaud und den französischen Rechtsliberalismus (S. Grüner). Ergebnisse bzw. Zwischenergebnisse dieser Arbeiten sowie weitere themenspezifische Untersuchungen wurden auf dem simultan übersetzten Kolloquium vorgestellt und mit deutschen und ausländischen, vor allem französischen Experten diskutiert.

Den Auftakt des Kolloquiums bildete am ersten Abend im Institut für Zeitgeschichte ein Eröffnungsvortrag von Alfred Grosser (Paris) zu Grundfragen der "Politischen Kultur in Deutschland und Frankreich". Die Thematik des Symposiums wurde so in eine weite, bis in die Gegenwart hinein reichende historische Perspektive gerückt. Während der beiden folgenden Tage diskutierten im Veranstaltungsforum des

Goethe-Instituts ca. 30 Historiker in vier Sektionen über Probleme der deutschen und französischen Demokratie in der Zwischenkriegszeit.

Unter der Leitung Rainer Hudemann (Saarbrücken) beschäftigte sich die erste Sektion mit dem Themenbereich "Parlament und Regierung". Nicolas Rousselier (Paris) erläuterte das Verhältnis von "Parlament und Regierung im Frankreich der Zwischenkriegszeit". Dabei ging er vom Modelle des deliberativen französischen Parlamentarismus aus und unterschied zwei Phasen von Reformansätzen und tatsächlichen Veränderungen. In den 20er Jahren sei, insbesondere in Form vom Geschäftsordnungsänderungen, der insgesamt wenig erfolgreiche Versuch unternommen worden, eine Modernisierung im Sinne einer Rationalisierung der parlamentarischen Arbeit zu erreichen. Angesichts der ökonomischen Krise und andauernder Funktionsstörungen des politischen Systems habe dann nach dem Scheitern der grossen "Staatsreform" 1934 seit Begründung der "présidence du conseil" im selben Jahr ein einseitiger Ausbau des Regierungsapparates stattgefunden.

Im Anschluss referierte Wilhelm Mössle (Bayreuth) über die "Verordnungsermächtigung in der Weimarer Republik". Nach Skizzierung der Entwicklungsgeschichte parlamentarischer Ermächtigungen in den frühen 20er Jahren bis hin zu den beiden weitreichenden Ermächtigungsgesetzen vom Herbst und Winter 1923, die dann teilweise als Vorbild für die Ermächtigung Hitlers im März 1933 dienten, widmete sich der Vortrag eingehend den zeitgenössischen staatsrechtlichen Beurteilungen und Rechtfertigungen. Abschliessend wies der Referent auf den, auch in anderen europäischen Staaten und in den USA zu beobachtenden, wirtschaft- und sozialpolitischen Kontext sowie auf die fortbestehende Aktualität der Ermächtigungsproblematik.

Im dritten Vortrag gab Thomas Raithel (München) einen vergleichenden Überblick über "Formen des parlamentarischen Funktionsverzichts in Deutschland und Frankreich" und konstatierte für beide Staaten in unterschiedlicher Ausprägungen erhebliche Defizite. Dies gelte für die traditionellen Aufgaben der Gesetzgebung und Kontrolle, aber auch für die im modernen Parlamentarismus wesentlichen Bereiche der regierungstragenden Funktion und der in die Zuständigkeit der Opposition fallenden Alternativfunktion. Im Hinblick auf die Weimarer Republik regte der Referent an, koalitionspolitische Weichenstellungen nicht allein nach dem Massstab einer möglichst breiten Regierungsbildung zu beurteilen, sondern auch die Frage nach der Formierung einer loyalen Opposition in die historische Bewertung einzubeziehen.

In der zweiten Sektion, die aus von Hans Günter Hockerts (München) geleitet wurde, beleuchteten die Referenten das deutsche und französische Parteiensystem der Zwischenkriegszeit unter der leitenden Fragestellung seines systemstabilisierenden Potentials. Funktionale, konzeptionelle und politisch-praktische Aspekte wurde dabei am Beispiel verschiedener Gruppierungen einer weitverstandenen politischen "Mitte" beider Länder erörtert.

Ludwig Richter (Köln) stellte anhand seines Themas "SPD, DVP und die Problematik der grossen Koalition" die mangelnde Bereitschaft beider Parteien zum "konstruktiven Kompromiss" insbesondere auf gesellschafts- und wirtschaftspolitischen Terrain heraus. In einer strukturellen Schlüsselfrage des Weimarer Parteiensystems - der Koalitionsproblematik - habe sich die Unfähigkeit beider Gruppierung zur längdauernden Übernahme staatspolitischer Verantwortung manifestiert. Die Hauptursachen dafür, so der Referent, lagen im prekären, passiven Verhältnis der SPD zum Weimarer Staat auf der einen Seite, in der mangelnden Fähigkeit der DVP zur Integration ihres rechten Parteiflügels auf der anderen.

Daniela Neri (München) legte in ihrem Vortrag zur "Bündnisfähigkeit von SFIO und Parti radical" für die französische Seite jene Mechanismen offen, die ab 1924 und 1932 jeweils Zustandekommen und Zerfall der Allianzen zwischen beiden Parteien prägten. Setzte man zu Beginn auf die einheitsstiftende Kraft kultur- oder aussenpolitischer Fragen, so erwies sich in der Folge die Realität finanz- und wirtschaftspolitischer Divergenzen regelmässig als bündnisprengender Faktor. Dennoch habe die grundsätzliche Bündnisbereitschaft zwischen SFIO und parti radical stets einen systemskonformen Mehrheitsswechsel ermöglicht und somit zum

relativ langen Fortbestand des parlamentarischen Systems der III Republik massgeblich beitragen.

Rosemonde Sanson (Paris) ging dem "Verhältnis zwischen Alliance démocratique und Parti radical" nach, den beiden wichtigsten parteipolitischen Sammelbecken der bürgerlichen Mitte Frankreichs. In Erweiterung u.a. der Thesen von Serge Berstein hob sie die Existenz einer starken politischen Mitte hervor, die während der zwanziger und dreissiger Jahre entscheidenden Anteil daran hatte, dass es nicht zur Überwältigung der demokratischen Republik durch links- oder rechtsextreme Strömungen kam. Bei allen Differenzen hatten sich die "sozio-ideologischen Konvergenzen" zwischen den wichtigsten liberalen Gruppen als stark genug erwiesen, um dem Krafte in einer Art Mittlerfunktion zwischen antagonistischen Blöcken zu halten und zu stabilisierenden politischen Instanzen zu machen.

Kontrastierend dazu nahm *Stefan Grüner* (München) in einem vergleichend angelegten Beitrag unter dem Titel "Krise der Demokratie und Bewältigungsstrategien im deutschen und französischen Liberalismus" die Krisenwahrnehmung liberaler Gruppierung in Deutschland und Frankreich unter ideologiegeschichtlicher Perspektive in den Blick. Anhand ihres Demokratie- und Parlamentarismusverständnisses machte er auf historisch begründete Prägnanzen aufmerksam, die in beiden Fällen die Akzeptanz der sich ausbildenden modernen Parteiendemokratie erheblich erschwerten. Dominierte bei vielen deutschen Liberalen das konsensorientierte Ziel der Aufhebung von "Parteienungen" in der übergeordneten Einheit von "Staat" und "Volksgemeinschaft", so in französischer liberaler Doktrin das am Repräsentationsverständnis der Revolution orientierte Idealbild des deliberativen Parlamentarismus.

Die von *Heinz Hürten* (Eichstätt) moderierte Sektion "Religion und Politik" wurde durch einen Vortrag von *Manfred Kittel* (München) eingeleitet, der "Deutschen Bikonfessionalismus und die 'deux France' als Faktoren demokratischer Stabilität bzw. Instabilität" verglich. Ausgangspunkt war die These, dass Frankreich im Gefolge von 1789 ebenfalls eine Art bikonfessionelles Land geworden war, da sich neben dem und gegen den überwiegend royalistisch-antirevolutionären Katholizismus ein zweites, zivil-religiöses Bekenntnis in Form des republikanischen Laizismus ausgebreitet hatte. Die Demokratiepotentiale beider politisch-religiöser Formationen und die "lange Dauer" ihres Antagonismus, der sich nach dem Ersten Weltkrieg im Geiste der "Union Sacrée" zumindest teilweise entspannte, wurden mit dem nach 1918 eher noch verschärften konfessionellen Gegensatz zwischen einer traumatisierten (National-) Protestantismus und dem Weimarer Katholizismus im Deutschland kontrastiert. Die angesichts der Wahlstatistik berechnete Frage, ob Hitler in einen rein katholischen Deutschland überhaupt eine Chance gehabt hätte, übersehe, dass die konfessionelle Spaltung gewesen sei, weil schliesslich beide Kirchen fürchteten, die jeweils andere würde mit Hitler Reformation oder Gegenreformation vollenden.

Die Beitrag des kurzfristig *Régis Ladous* (Lyon) über "Christen, Demokraten und Pazifisten. Die 'Compagnons de St. François', eine Bewegung der Action catholique vor der Herausforderung des Nationalismus und Nazismus" wurde von Veronique La Rosa (Brive) vorgetragen. Da es schwierig sei, die Demokratie in Deutschland und Frankreich zu vergleichen, ohne die Bewegungen zu kennen, die für eine Verständigung zwischen beiden Ländern warben, konzentrierte sich der Vortrag auf die diesen Ziel verpflichteten "Compagnons de St. François" im Lyon der 1920er und 1930er Jahre. Wenn ein französischer Katholik, so das Fazit, nicht auf der Seite "des maurassiens, des inframaurassiens ou des ultramaurassiens" gestanden habe, sei notwendigerweise der republikanischen Kultur verbunden gewesen, zu der in Weimar fatalerweise kein Pendant existierte.

Beim anschliessenden Referat über "Nationalsozialismus und Kommunismus auf dem katholischen Land" hatte *Cornelia Rauh-Kühne* (Tübingen) von einer "desolaten Forschungslage" auszugehen; sie betonte folglich auch den hypothetischen Charakter bisher möglicher Aussagen über Ursachen und Motive, die der Anfälligkeit des katholischen Milieus für den politischen Extremismus zugrundelagen. Dass agrarpolitische Überlegungen und Antiklerikalismus dabei eine Rolle spielten, so indes zu vermuten, so Rauh-Kühne im Blick auf den schon im Kaiserreich erfolgten Abfall späterer nationalsozialistischer oder kommunistischer Hochburgen von der

Zentrumspartei hin zu Bauernbund oder SPD. Bei jenen katholischen Landgemeinden Badens, wo die KPD Ende 1924 über 25% der Stimmen erzielte, handelte es sich um Arbeiterdörfer (Textil- und Tabakindustrie), in denen die Kommunisten den älteren Ausbreitungswegen der Sozialdemokratie folgten. Für die NSDAP dagegen waren, wenn auch relativ spät, besonders die kleinsten Bauerndörfer mit wenigen hundert Einwohnern anfällig, die eines milieusichernden Vereinsnetzes entbehrten und es einzelnen engagierten Nationalsozialisten erlaubten, gleichsam vom Stammtisch aus, ihre Partei erfolgreich zu propagieren.

Die abschliessende vierte Sektion des Kolloquiums, moderiert von *Josef Becker* (Augsburg), behandelte den Problemkreis von "Demokratie und politischen Extremismus". Zur politischen Geschichte der französischen "Ligen" in den dreissiger Jahren referierte hier *Richard Millman* (Paris). In seinem Überblick über Entwicklungsgeschichte und Organisationsstrukturen unterstrich er insbesondere den republikanischen Loyalismus der meisten Ligen. In einem weit ausgreifenden Beitrag befasste sich *Andreas Wirching* (Tübingen) mit der Rolle der "Politischen Gewalt in der Krise der Demokratie im Deutschland und Frankreich der Zwischenkriegszeit". Ausgehend von der These, dass politisch motivierte Gewaltanwendung als ein epochenspezifisches europäisches Phänomen anzusehen sei, legte der Referent zunächst die Parallelen in der deutschen und französischen Entwicklung dar: den vorherrschenden Gedanken, aus Notwehr zur Ausübung von Gewalt berechtigt zu sein, das tatisch motivierte Bestehen, damit auf dem Boden der Legalität zu bleiben, schliesslich das Ziel, ein "virtuelles" Meinungsmonopol gegenüber dem politischen Gegner zu erreichen. Dagegen beeinflussten die gravierenden deutsch-französischen Unterschiede in sozialökonomischer und kultureller Hinsicht auch die Ausformungen politischer Gewalt in beiden Ländern. So begünstigten die in Deutschland besonders katastrophale Wirtschaftsentwicklung ebenso wie das weitgehende Fehlen politisch integrativer Traditionen das hohe Ausmass von Gewalt.

Zum Abschluss gab Horst Möller einen resümierenden Überblick über wesentliche Fragen und Ergebnisse des Kolloquiums und skizzierte weiter im Laufe dieser Tagung ausgesparte Themenfelder einer vergleichenden Betrachtung der parlamentarischen Demokratie in der Zwischenkriegszeit.

Stefan Grüner/Manfred Kittel/Daniela Neri/Thomas Raithel/Andreas Wirching

Die schriftlichen Fassungen der Beiträge sollen in einer Publikation des Instituts für Zeitgeschichte München veröffentlicht werden.

4. Projet de colloque sur le thème :

RELIGION, RELIGIOSITES ET POLITIQUE DANS LES NOUVELLES DROITES ALLEMANDES DE 1870 à 1933

M. Louis DUPEUX, notre ancien président, envisage l'organisation d'un Colloque sur ce thème à une date encore non fixée et probablement à Strasbourg. Il nous a dressé le texte suivant qui est un appel à collaboration :

L'intérêt du sujet m'apparaît de plus en plus évident, après diverses lectures personnelles à mettre en rapport avec la longue préparation de mon article sur " Les catholiques allemands et le Troisième Reich " (Revue d'Allemagne 1/1997) et à l'appui que je me suis efforcé d'apporter à la thèse très novatrice de Serge Tabary sur Fritsch (Revue d'Allemagne 1/1998) ou bien avec des lectures liées à ce sujet même, en particulier celle de l'extraordinaire synthèse que produisit W. Gehhart (W. Gurian) en 1932 : Um des Reiches Zukunft (Herder Verlag), celle des ouvrages récents de Conte et Essner, de Kl. Vondung, de M. Ley et de J.H. Schoeps (Der Nationalsozialismus als Religion, 1997) etc...

Le grand intérêt de ce sujet se trouve largement occulté par la dominante profane de la culture de notre époque, dominante que je n'attaque nullement, sauf, et là c'est grave-quand elle tourne à l'inculture ou quand elle verse - aux deux extrêmes politiques- dans l'anticléricalisme que je qualifierai de " vulgaire " (cf. en Allemagne des temps passés " Zehn-Gebote-Hoffmann", Adolf puis Julius Streicher). En tant que professionnel, " historien chaste", je dois bien constater ici que l'indifférence (ou l'agressivité) empêchent souvent de saisir pleinement (ou exactement) l'importance des problématiques des initiatives et des institutions religieuses, pseudo-religieuses ou politico-religieuses dans le développement des extrêmes droites allemandes, ceci dès le Second Reich et jusqu'en 1945. La théologie (détournée), le droit et la biologie (manipulés) sont à mes yeux les trois clés majeures pour parvenir à la connaissance intime de cet " univers "...

ORIENTATIONS DE RECHERCHE

A) THEORIE (S) : La récupération idéologique de la religiosité et des religions:

1. De la théologie à l'idéologie
2. Aspect religieux de la " Révolution Conservatrice "
3. Théologies politiques, à commencer par Stapel (voire même Schmitt?), mais aussi chez les zéloteurs de la Nation, du " Reich " etc...

B) PRATIQUES

1. Les partis et les groupements à référence religieuse sous le Second Reich et à l'époque de Weimar.
2. Agitateurs politico-religieux importants chez les " Völkische " et chez les nazis (Fritsch, Reventlow, Dinter, Ludendorff, Rosenberg etc...)
3. " Réseaux " : " d'éditeurs, " d'éducateurs " etc... ayant donné dans le religieux (cf. Diederichs et tant d'autres...)

C) THEORIES ET PRATIQUES EN REACTION (= EN DEFENSE)

1. Chez les catholiques : de certains théologiens (dès le début des années 20) à des laïcs comme le chancelier Marx et à certains journaux locaux ou nationaux (parfois même la " Germania ").
2. Chez les protestants d'obédience diverse.
3. Chez les juifs : Zentralverband, certains rabbins etc...

Les collègues qui seraient intéressés par cette problématique et par ce projet peuvent prendre contact avec le Pr. Louis Dupeux, 48 rue Himmerich, F-67000 Strasbourg. tél. 03 88 45 70 15.

IV. SOUTENANCES DE THESE

1. Sylvie Lefèvre, Les relations économiques franco-allemandes de 1945 à 1955. De l'occupation à la coopération.

Thèse de doctorat d'histoire contemporaine nouveau régime, préparée sous la direction du professeur Georges-Henri Soutou et soutenue le 7 décembre 1996 devant l'Université de Paris IV- Sorbonne, à paraître au Comité pour l'Histoire économique et financière de la France fin 1998.

Si démembrer et contrôler l'Allemagne constituèrent officiellement les piliers de la politique allemande de la France, esquissées à Alger en 1943 et poursuivies dès la fin de la Seconde Guerre Mondiale, que de chemin parcouru en l'espace de dix ans ! D'importants travaux de recherches avaient déjà montré à quel point, depuis la fin du dix-neuvième siècle, les relations économiques entre la France et l'Allemagne avaient joué un rôle non négligeable dans l'évolution des rapports entre les deux pays. (1) Or, l'économie n'a jamais eu une importance aussi grande dans les relations internationales que depuis 1945. On pouvait alors penser que les relations économiques avaient constitué un des aspects majeurs, ou tout au moins l'un des facteurs déterminants, du rapprochement entre les deux pays et qu'elles permettraient de comprendre comment les ennemis d'hier avaient, en si peu de temps, opéré leur rapprochement avant de devenir le pilier de la construction économique de l'Europe, comment ils étaient passés "de l'occupation à la coopération".

Force fut de constater, au début de ce travail, que l'historiographie, pourtant aussi diversifiée qu'abondante, n'apportait que des réponses partielles. Par conséquent, nous nous sommes appuyés essentiellement sur la grande richesse des archives publiques et privées. La perception des relations économiques de chaque côté du Rhin fut même complétée, voire contrebalancée quelque peu, par des recherches dans les archives des entreprises particulièrement impliquées ; car, il nous paraissait important d'essayer de présenter à la fois le jeu des forces profondes et les évolutions à court terme, tant sur le plan des rapports politiques et économiques entre les deux Etats, que sur celui des rapports commerciaux et industriels entre les partenaires privés.

Très rapidement, il nous est apparu que l'évolution des relations économiques franco-allemandes entre 1945 et 1955 s'articulait autour de trois phases chronologiques, qui recoupaient en fait, à peu de choses près, celles du rapprochement politique entre les deux pays. De 1945 à 1947, les Français tentaient de mettre en pratique leurs projets concernant le désarmement économique de l'Allemagne, tant dans leur zone d'occupation que dans les négociations engagées avec les Alliés sur le sort de l'Allemagne. Les années 1948 et 1949 marquèrent un tournant à la fois sur le plan international et politique, mais aussi sur le plan économique, même si la politique allemande de la France avait encore du mal à évoluer. En fait, il fallut attendre le plan Schuman, au printemps 1950, pour que s'ouvrit une troisième phase dans les relations économiques franco-allemandes de l'après-guerre : celle des premières tentatives de coopération.

Cinq remarques, parmi les principales conclusions tirées de nos recherches, peuvent être ainsi dégagées :

1) Dans les projets français préparés à la fin de la guerre, l'économie allemande devait servir à la reconstruction de l'Europe et plus particulièrement à celle de la France.

En effet, si la politique économique que la France entendait mener vis-à-vis de l'Allemagne consistait, comme pour les autres Alliés, à éviter le renouvellement de l'échec de la politique menée après la Première Guerre Mondiale -notamment en ce qui concernait la question des réparations-, la particularité des projets français résidait dans le fait que la sécurité et la reconstruction de la France devaient être assurées grâce au désarmement économique de l'Allemagne. Il n'était pas question, contrairement à ce qui a été parfois avancé, de détruire le potentiel allemand, mais seulement de le contrôler, afin qu'il contribua à la réorganisation économique de l'Europe. Associée au "Plan de Reconstruction et de Modernisation" préparé par Jean Monnet et son équipe de la Rue de Martignac, cette politique devait conduire à la modification de la puissance industrielle dans certains secteurs au profit de la France. C'était notamment dans cette perspective que la politique de la France dans sa zone d'occupation en Allemagne fut organisée et développée.

2) La politique économique de la France fut ensuite marquée, durant les années 1948-1949, par la transition d'une politique d'affaiblissement de l'Allemagne à une politique de coopération. Au printemps 1949, les crédits Marshall associés la réforme monétaire de juin 1948 avaient déjà permis aux trois zones occidentales de l'Allemagne de reprendre place dans le commerce mondial. Le problème de la sécurité se posait désormais pour les Français plus en termes économiques que militaires. Ils prirent alors conscience que seule une entente directe dans le cadre d'une intégration européenne de l'Allemagne pouvait leur permettre de contrôler encore un peu l'économie allemande.

3) Le plan Schuman, lancé au printemps 1950 par le gouvernement français, avait des buts éminemment politiques bien connus. Sur le plan économique, il ouvrit une ère nouvelle dans les relations économiques d'après-guerre entre la France et l'Allemagne, celle des premières tentatives de coopération. En dehors des projets de pool concernant d'autres secteurs de l'économie européenne, élaborés de chaque côté du Rhin au début des années cinquante, les Français envisagèrent de mettre en place une politique réciproque d'investissements, afin de lier un peu plus les deux économies avant que l'Allemagne ne retrouvât sa complète indépendance. Ils pensaient ainsi, d'une part, faire participer les capitaux et les techniciens allemands au développement des territoires d'outre-mer, et plus particulièrement de l'Afrique du Nord, ainsi qu'à celui de l'industrie française d'armement. D'autre part, déjà détenteurs de participations financières dans des entreprises allemandes, ils voulaient les développer, ou en prendre de nouvelles. N'oublions pas enfin que la mise en place des marchés européens du charbon et de l'acier participa directement au développement des échanges commerciaux franco-allemands, qui s'accroissèrent régulièrement, et de manière tout à fait remarquable, à partir du second semestre de l'année 1952, faisant de l'Allemagne le premier fournisseur européen et le premier client de la France.

4) Les relations d'affaires entre industriels et commerçants français et allemands se réorganisèrent très tôt -dès 1946-, les hommes d'affaires se montrant souvent plus pressés, mais aussi plus à même, de reprendre des rapports rapides et fructueux. Dans un premier temps, les contacts furent plutôt sporadiques parce que les industriels des deux pays devaient surmonter de nombreux problèmes techniques et administratifs. Mais ils se développèrent ensuite, à partir des relations ou des liens personnels qui existaient avant la guerre, autour de projets concrets (prises de participations françaises dans l'industrie allemande, accords de représentation ou société mixtes).

5) Enfin, la question de la Sarre restait omniprésente pendant toute cette décennie, tant sur le plan politique qu'économique, puisque le territoire était en union économique avec la France. Pour assurer sa reconstruction, dès la fin des hostilités, la France espérait en effet tirer des avantages de l'intégration du charbon sarrois dans son économie. Elle l'obtint en février 1948, en échange de son renoncement au projet de contrôle économique international sur la Ruhr. A partir de ce moment là, la Sarre joua un rôle essentiel dans la balance commerciale de la France et dans la position que celle-ci occupait au sein de la Communauté européenne du Charbon et de l'Acier. Il est

d'ailleurs probable que la France ne se serait pas lancée dans l'aventure du plan Schuman, si le charbon et la production sidérurgique sarrois n'avaient pas été inclus dans son économie.

Les années 1945-1955, période de reconstruction des économies française et allemande, furent donc marquées par les problèmes de l'approvisionnement en charbon et du développement de la production d'acier, instruments alors essentiels de la puissance économique. Elles représentèrent aussi un moment privilégié durant lequel les bases politiques et économiques de l'évolution des rapports entre les deux pays pour les décennies suivantes ont été jetées. En tout cas, les relations économiques franco-allemandes entre 1945 et 1955 s'inscrivent indéniablement dans la tendance séculaire qui pousse les deux économies l'une vers l'autre, malgré les aléas de la politique, malgré les deux guerres mondiales.

Sylvie Lefèvre, Paris

2. Geneviève Rouche-Maelstat, Les responsables français, le statut international de l'Allemagne et les problèmes de l'unité allemande 1945-1955.

Thèse de doctorat histoire contemporaine, nouveau régime, préparée sous la direction du professeur Georges-Henri Soutou et soutenue le 12 décembre 1997 devant l'Université de Paris IV.

La politique allemande de la France, dans la décennie qui suit la fin de la deuxième guerre mondiale, a déjà fait l'objet de nombreuses études. La thèse de Madame Rouche-Maelstat, propose un angle d'approche particulier : l'analyse détaillée, et en profondeur, des réflexions, des positions des responsables français, des données prises en compte, des diverses hypothèses formulées, de l'argumentation développée par ces responsables, en fonction de l'évolution de la question allemande, et cela dans le cadre de la guerre-froide, des contraintes imposées par les rapports avec les Alliés, et par la conjoncture politique française.

Cette thèse s'appuie sur une riche documentation : Archives du Quai d'Orsay, Archives de l'occupation française en Allemagne et en Autriche, papiers Auriol, idault, R. Mayer, Parodi, Mendès-France, Archives de l'Assemblée nationale et du Conseil de la République, journaux de l'époque. L'ouvrage comprend trois volumes : deux volumes de texte (609 pages), sources et bibliographie (47 pages), index, cartes et tableaux (13 pages), et un volume d'annexes (191 pages). Le texte est organisé en cinq parties chronologiques, montrant bien l'évolution du problème allemand et des analyses des responsables français.

Cette thèse apporte quantité de données intéressantes, et souvent neuves, notamment sur les points suivants :

- les contradictions dans les possibilités françaises sur l'Allemagne, les divergences et oppositions à l'intérieur des services et entre les responsables, où plusieurs courants apparaissent, notamment à propos de la constitution d'un Etat fédéral d'Allemagne de l'Ouest et à propos d'une éventuelle réunification par un accord avec l'URSS. La thèse apporte des données neuves sur les conditions d'élaboration des positions françaises, sur les débats au sein des instances diverses, notamment des commissions constituées pour arrêter les directives et instructions destinées aux délégations françaises dans les rencontres tripartites quadripartites, sur les négociations menées dans ces rencontres et conférences.

- la précocité de la prise en compte, par un certain nombre de responsables, de la menace soviétique et de la nécessité d'un certain alignement sur les thèses anglo-américaines. La thèse montre bien le décalage entre d'une part, l'opinion et les milieux politiques, d'autre part les dirigeants de la diplomatie française ; la lente évolution de la politique allemande de la France n'est pas due uniquement à la pression des circonstances qui obligerait les responsables à changer progressivement leur position ; ils l'ont changée très tôt, mais il leur fallait attendre que l'opinion publique et les milieux politiques aient évolué, que la conjoncture intérieure rende possible le changement de la politique suivie. D'où la place faite dans la thèse aux positions et réactions des différents courants politiques, à partir des débats parlementaires, de la presse, des écrits d'analystes politiques, ainsi qu'à l'action pédagogique des responsables de la diplomatie française, auprès de ces milieux.

- Les analyses successives que fait le Quai d'Orsay de la politique soviétique dans la question allemande, de la priorité à accorder à la renaissance d'un péril allemand ou à la menace soviétique.

- l'âpreté des discussions et controverses avec les Anglo-Américains, sur le degré de fédéralisme du futur Etat ouest-allemand, sur son statut international, sur le maintien des "droits réservés", sur l'importance de ne pas couper les ponts avec l'URSS, sur l'opportunité de conférences à Quatre et sur les conditions d'une éventuelle réunification allemande. Les fortes résistances françaises aux thèses anglo-américaines imposent des compromis tenant compte du point de vue français. On ne saurait donc parler de ralliement pur et simple des responsables français à la politique allemande des Anglo-Américains.

Pierre Guillen, Grenoble

V. BUCHBESPRECHUNGEN/COMPTES RENDUS

1. J.F. Guilhaudis, D. Colard (éd.), Aspects de la politique de sécurité de la RFA et de la coopération franco-allemande, Cahiers du CEDSI, Grenoble, juin 1997, 77 pages.

Cette publication rassemble les communications présentées à une journée d'études organisée, en mai 1996, par le Centre d'Etudes de Défense et de Sécurité internationale, de l'Université de Grenoble II, en association avec la Société française de droit international. Il s'agissait d'examiner comment l'Allemagne unifiée s'insère dans un système de sécurité européenne, quelle place elle entend y tenir, quel rôle la coopération allemande a joué et peut continuer à jouer dans cette perspective.

Les aspects traités concernent : La politique de sécurité de l'Allemagne (N. Raulin) ; Le non-dit de la défense allemande : être ou ne pas être une grande puissance (L. Calvié) ; Sécurité de l'Allemagne et Ostpolitik depuis l'unification (P. Guillen) ; le couple franco-allemand à la veille de la CIG de Turin (D. Colard) ; La coopération franco-allemande en matière de sécurité de 1982 à 1989 (S. Dimer) ; La France, l'Allemagne et la PESC (F. Terpan) ; L'Allemagne, la France et le désarmement nucléaire aux Nations-Unies.

Pierre Guillen, Grenoble

2. Dagmar Soleymani, Les échanges commerciaux entre la France et les Etats allemands, 1834-1869, Bouvier Verlag, Bonn, 1996, 303 p., Pariser Historische Studien, Band 41.

Cette thèse préparée à l'Université de Paris-IV Sorbonne sous la direction du professeur François Crouzet vient d'être éditée dans la série des Pariser Historische Studien (N°42) publiée par l'Institut historique allemand de Paris. C'est une très solide étude d'histoire commerciale appuyée sur un corpus statistique de 79 tableaux (pp 163-277) lesquels couvrent l'ensemble des importations des Etats allemands en France et des exportations de la France vers les Etats allemands. On trouvera une masse d'informations soigneusement vérifiées sur les produits les plus divers. L'essentiel de l'analyse porte sur la Prusse et les Etats entrés à sa suite dans le Zollverein mais, à juste titre, l'auteur a inclus dans son champ de recherche les villes hanséatiques et le Mecklembourg encore extérieurs au Zollverein.

L'examen des échanges commerciaux montre une très rapide expansion des affaires dans les deux sens à tel point qu'à la fin des années 1860, la France est devenue l'un des premiers partenaires commerciaux des Etats allemands et vice-versa. Ce progrès n'est pas régulier et la profonde dépression des années 1846-1852 entraîne une contraction temporaire très sensible des échanges. Avec la construction des voies ferrées, on observe au cours des années 1850, une croissance et une diversification exceptionnelle des échanges puis durant les années 1860 la croissance est moins soutenue. L'analyse des différents postes réserve des surprises qui remettent en cause certaines idées reçues. Par exemple si on constate sans étonnement que les produits agro-alimentaires étaient un des premiers postes des exportations françaises dans les années 1860, on découvre aussi que la France vendait en Allemagne des machines et des colorants naturels comme la garance.

Jusque vers 1850 on reste dans des économies traditionnelles où l'on vendait à l'étranger les surplus non absorbés par la consommation intérieure ; puis s'installe peu à peu la transition vers une économie et des sociétés industrielles : apparition de nouveaux produits (la vente massive du coke) et circuit de distribution modernisé. La télégraphie, les postes, les chemins de fer accélèrent les échanges en réduisant les distances géographiques. La réforme des tarifs douaniers est un facteur essentiel et le traité de commerce franco-prussien de 1862 est un chapitre central de ce livre. Le transit n'est pas passé sous silence car, à cette époque, les ventes des Etats allemands vers l'Espagne et l'outre-mer passent largement par la France.

L'auteur est parfaitement conscient des limites de ses sources. Pour connaître les transferts de technologie, les investissements du capital français en Allemagne, les transferts de personnel de direction et d'ouvriers qualifiés, il faudrait scruter les archives d'entreprises. Il montre néanmoins que la France disposant alors d'une avance technologique, peut exporter des biens de consommation à forte plus-value. Si les ventes des produits agricoles demeurent liées aux fluctuations annuelles des récoltes, l'ensemble de ces échanges bilatéraux s'inscrit dans l'évolution de l'économie mondiale. Dagmar Soleymani a écrit un travail d'histoire quantitative qui apporte des données vérifiées et critiquées et qui permet de réviser ou de corriger des affirmations hâtives trop longtemps tenues pour des certitudes.

François Roth, Nancy

3. Olivier Bast, Les Allemands en Perse pendant la Première Guerre Mondiale, Travaux et mémoires de l'Institut d'études iraniennes, N° 2, Paris, Peeters-France, 1997, 208 p.

La Perse est restée neutre pendant la Grande Guerre; elle n'en a pas moins été un enjeu entre les Allemands et les puissances de l'Entente. Les accords de 1907 avaient partagé le pays en zones d'influence: au nord la Russie et au sud la Grande-Bretagne, mais ces zones d'influence étaient mal assurées et la présence étrangère se heurtait à des groupes nationalistes, à des mouvements religieux et à l'indépendance des tribus. L'Allemagne va chercher à exploiter cette fragilité et à partir de son allié ottoman va envoyer en Perse des missions, des groupes clandestins armés, des agents qui vont prendre contact avec les opposants et essayer de mettre en échec les Anglais et les Russes. En 1915, des agents allemands réussissent à établir des points d'appui à Ispahan (un "véritable bastion allemand") et à Chiraz et sont en mesure d'intriguer à Téhéran dans les milieux proches du pouvoir. Mais ces succès relatifs ont été éphémères car les Anglais et les Russes reprennent vite la situation en main et dès 1916 balayent les Allemands de l'espace perse. Ces tentatives qui avaient déjà fait l'objet de travaux allemands spécialisés, sont analysées sous un jour nouveau par Olivier Bast, à la fois orientaliste et historien, à partir des documents diplomatiques français. Le Quai d'Orsay disposait à Téhéran en la personne du ministre Raymond Lecomte, d'un diplomate expérimenté qui par sa carrière antérieure, avait acquis une bonne connaissance des Allemands et de l'allemand. Le travail d'Olivier Bast, nourri par les textes, a parfois un caractère un peu factuel et analytique; il est complété par d'excellentes notices biographiques; il sera utile à tous ceux qui s'intéressent aux conflits entre puissances européennes pour la domination du Moyen Orient.

François Roth, Nancy

4. Jean-Paul Cahn : Le parti social-démocrate allemand et la fin de la Quatrième République française (1954-1958), Bern;Berlin;Frankfurt-am-Main;New York;Paris;Wien : Lang 1996 (Contacts : série 2, allo-germanica, Vol.18)

Die aus einer mehrbändigen thèse d'Etat hervorgegangene Studie Jean-Paul Cahns behandelt einen begrenzten Zeitraum der fünfziger Jahre, aber ein so wichtiges Thema, dass es verdiente, über diesen zeitlichen Rahmen hinaus untersucht zu werden. An Arbeiten über die deutsch-französischen Beziehungen nach 1945 herrscht inzwischen ebenso wenig Mangel wie über die traditionsreiche deutsche Sozialdemokratie. Doch es ist auffallend, wie wenig bislang über die SPD als die wichtigste Oppositionspartei und Partei der deutschen Linken in ihrem Verhältnis zu Frankreich und der ihr verwandten französischen Linken geforscht worden ist. Jean-Paul Cahn kann mit seiner Arbeit über die SPD und das Ende der IV. Republik unter den Regierungen von Pierre Mendès-France, Edgar Faure und Guy Mollet ein wenig diese Lücke schliessen.

Eingebettet in ein Panorama der französischen Entwicklung bis zum Machtantritt de Gaulles macht er das problematische Verhältnis zwischen der deutschen und französischen Linken deutlich, ein Nicht-Verhältnis eigentlich, das in seinen Belastungen aufgrund unterschiedlicher historischer Bezugssysteme, Traditionen und Vorbilder bis weit ins 19. Jahrhundert zurückreicht. Dies ist um so erstaunlicher, weil eine fast gemeinsame Ausgangsbasis und die programmatische Internationalität zu der Annahme führen könnten, die Sozialisten beider Länder seien prädestiniert gewesen für eine positive Vorreiterrolle in den deutsch-französischen Beziehungen. Doch beide waren schon früh so weit in die Strukturen und nationale Politik ihrer Länder eingebunden, dass diese dominierend blieben. Unterschiedliche Entwicklungen führten schon im 19. Jahrhundert zu einer zunehmenden Entfremdung zwischen französischen Sozialisten und deutscher Sozialdemokratie, die lange nachwirkte und dies vermutlich heute noch immer tut. Und die Wurzeln von Differenzen und Nicht-Beziehungen reichen tiefer als die in der Regel jeweils allein präsente Aktualität dies vermuten lässt. Aber zur Realität von Beziehungen und Nicht-Beziehungen gehören neben nicht zu unterschätzenden Sprachbarrieren doch auch Gemeinsamkeiten, Kontakte und persönliche Verbindungen, o gering sie in manchen historischen Phasen auch gewesen sein mögen.

Beide Gruppierungen gehörten vor dem Ersten Weltkrieg der Zweiten Internationale an, und beide waren danach und sind bis heute Mitglieder der Sozialistischen Internationale (SI). Kontroversen, wie die zwischen Jean Jaurès und August Bebel 1904 in Amsterdam, machten sowohl fundamentale Unterschiede als auch den Verständigungswillen deutlich. Und dennoch blieben diese institutionalisierten Begegnungen trotz zunehmender Entfremdung vor allem nach den beiden Weltkriegen wichtig. Ob freilich persönliche Begegnungen und die institutionalisierte Zusammenarbeit viel zur Verbesserung der in der Regel nicht besonders guten Beziehungen zwischen französischen Sozialisten und deutscher Sozialdemokratie beitragen konnten und können, ist ein Desiderat der Forschung.

Gleichwohl ist festzuhalten, dass es französische Sozialisten waren, die nach dem Zweiten Weltkrieg für die Aufnahme der deutschen Sozialdemokratie in die SI eintraten, obwohl der Vorsitzende der SPD, der ehemalige KZ - Häftling Kurt Schumacher, auf wenig Verständnis im offiziellen Frankreich (Gestalt des Hohen Kommissars) als auch bei der SFIO stiess. Das lag sowohl an dessen Person als auch an der Politik, für die die SPD eintrat. Bis etwa Mitte der fünfziger Jahre, als die deutsche Sozialdemokratie sich für eine konstruktive Europa-Politik entschied, war sie für die an der Regierung beteiligten französischen Sozialisten wenig akzeptabel. Konrad Adenauer war ihnen als Kanzler lieber. Obwohl in der SFIO insgesamt das negative Bild über die SPD als Teil einer "deutschen Gefahr" vorherrschte, gab es doch auch Ausnahmen, die in hohem Masse auf persönlichen Kontakten und Verbindungen aus der Emigration bzw. den Jahren des Nationalsozialismus basierten.

Durch diese Verbindungen entstanden nach 1945 wieder die ersten Kontakte, die Cahn in ihrer wechselseitigen Bedeutung herausarbeitet. Auf dieser Ebene war nicht nur

Vertrauen, sondern auch Bewunderung entstanden, die beispielsweise noch nach Jahrzehnten von sozialdemokratischer Seite vor allem Léon Blum zuteil wurde, der sich auch öffentlich gegen jegliche kollektive Schuldthese gegenüber dem deutschen Volk gewandt hatte. Doch es war nicht allein die Politik, für die Léon Blum in der Nachkriegszeit stand, der sich die Sozialdemokraten mit ihren Vorstellungen von einem gleichberechtigten Deutschland in Europa bei gleichzeitiger Unterschätzung des Sicherheitsbedürfnisses seiner Nachbarn nahe fühlten; es war vielmehr in hohem Masse der ehemalige Insasse des KZ's Buchenwald, der ihn zum bewunderten politischen Symbol machte. Daneben gab es für viele Sozialdemokraten wohl nur noch einen französischen Sozialisten, der Blum gleichkam, und das war Jean Jaurès. Noch oder gerade auf dem Höhepunkt der Debatten über die von den Sozialdemokraten abgelehnten Pariser Verträge, über die Saar oder später den Deutsch-Französischen Vertrag beschwor der sozialdemokratische Parteivorsitzende Erich Ollenhauer die Vergangenheit in Form der auf Kriegsvermeidung und letztlich auf Verständigung ausgerichteten Beziehungen vor dem Erstem Weltkrieg. Cahn kann anschaulich machen, wie sehr diese Art Beschwörung von Geschichte die vorhandenen politischen Unterschiede und Gegensätze in fast allen Fragen verdecken musste, weil das politische Klima zwischen beiden - vorsichtig formuliert - frostig blieb. Es entspannte sich dann insoweit, als man den jeweiligen Standpunkt der anderen Partei respektierte ohne sich zu "lieben". Bei den deutschen Sozialdemokraten herrschte vermutlich zudem die Neigung, die Beziehungen zur französischen Partei für vernachlässigenswert u halten, sah man doch in der SFIO keinen politisch wesentlichen Faktor mehr. Hinter dieser Einschätzung stand nicht nur eine negative Meinung über das politische Gewicht der SFIO, sondern letztlich die mangelnde inhaltliche Übereinstimmung in allen Fragen, die Deutschland, seine Souveränität und die Wiedervereinigung betrafen. Angesichts der eigenen-damals noch-rigiden Oppositionshaltung dürfte auch Unverständnis gegenüber der Beteiligung der SFIO an zahlreichen Regierungen der IV. Republik eine nicht zu unterschätzende Rolle gespielt haben. Bitter-auch für die bilateralen Parteibeziehungen -war zudem der Sieg von Guy Mollet über Daniel Mayer und damit über Léon Blum, ohne dass die SPD nach aussen darauf reagiert hätte. Und tiefe Spuren hinterliess der Nationalismus-Vorwurf gegenüber Kurt Schumacher seitens einer Partei, die-etwa in der Saarfrage-keineswegs frei von Nationalismus war.

Die Haltung gegenüber Mollet als Regierungschef war zwiespältig, was einmal an den strukturellen Unterschieden und politischen Differenzen beider Parteien lag, wohl aber auch an dem persönlich belasteten Verhältnis zwischen Guy Mollet und Carlo Schmid, die eigentlich prädestiniert gewesen wären, für eine Annäherung zu sorgen. Das anfänglich verhaltene Wohlwollen der Sozialdemokratie gegenüber der Regierung Mollet hielt nicht an, vor allem, als es im Zusammenhang mit der Suez-Krise auch in der SI zu Schwierigkeiten kam. Kritik an der Regierung und ihrer Politik wäre ein Verstoß gegen das Gebot der Solidarität gewesen, Schweigen hingegen einer gegen die eigenen Überzeugungen. Gleichzeitig sollte eine offene Kontroverse mit der SFIO vermieden werden. In internen Diskussionen fiel die Kritik besonders an Guy Mollet als dem Vizepräsidenten der SI wegen seines Eintretens für eine militärische Intervention dann heftiger aus. Nach aussen klang das alles wenig konkret, so dass als Ersatz für konkrete politische Analysen Klischees über den vermeintlichen Nationalcharakter "der Franzosen" übrig blieben, die dem Negativurteil über "die Deutschen" in nichts nachstanden.

Hinter den politischen Divergenzen, hinter mehr oder weniger Vorwürfen wurden freilich immer wieder auch die Verhältnisse im eigenen Land mit den für die Sozialdemokraten in den fünfziger Jahren so katastrophalen Wahlniederlagen auf Bundesebene deutlich. Cahn arbeitet plastisch heraus, wie verwirrend die Agonie der IV. Republik, der Algerienkrieg, der Machtantritt de Gaulles und das Verhalten der französischen Sozialisten in dieser Phase für die deutsche Sozialdemokratie letztlich waren. Das lag nicht allein an sozialdemokratischer Unkenntnis oder mangelnder Analysefähigkeit, sondern in hohem Masse an den lange nicht verarbeiteten Traumata der deutschen Geschichte, an den eigenen historischen Niederlagen. Es lag nahe, das Ende der IV. Republik mit Weimarer Verhältnissen zu vergleichen und in der Machtübernahme de Gaulles das Jahr 1933 heraufziehen zu sehen. Die SPD war eine

ohnmächtige und zugleich unruhige Zuschauerin, die publizistisch jedoch zurückhaltend blieb, was emotionale Anteilnahme nicht ausschloss. Insgesamt jedoch wurde ihre Haltung stärker von der Furcht bestimmt, nach dem triumphalen Wahlsieg Adenauers von 1957 könne sich die junge Bundesrepublik in Richtung eines autoritären Systems entwickeln, in dem nach französischem Muster unter de Gaulle die Rolle des Parlaments zurückgeschraubt werden könnte. Es war zudem die Furcht, zwischen zwei diktatorischen Regimes zu geraten, einem von links im Osten und einem von rechts im Westen der Bundesrepublik.

Neben der weitergehenden Untersuchung dieser Thematik wäre eine deutsche Übersetzung der Arbeit von Jean-Paul Cahn wünschenswert, weil ihr dies eine weitere Verbreitung sichern würde, die ihr gebührt.

Beatrix Bouvier, Bonn

5. René Lasserre/Joachim Schild/Henrik Uterwedde, Frankreich Politik, Wirtschaft, Gesellschaft (Grundwissen Politik, Bd. 19), Opladen, Leske + Budrich, 1997, 256 S.

Wer sich über das Frankreich von heute und seine spezifischen Probleme informieren will, findet in diesem Buch eine Menge nützlicher Informationen, obwohl die im Vorwort erhobenen Ansprüche nicht ganz eingelöst werden. Von "einer vertiefenden Länderkunde" kann man wegen der eingeschränkten Thematik des Werkes kaum sprechen; für die angesprochenen Bereiche bietet es aber einen "einführenden Lehrtext", der in den meisten Fällen einen "breiten Überblick über die Grundstrukturen und über die Entwicklung von Politik, Wirtschaft und Gesellschaft" vermittelt. Obwohl das Buch in erster Linie für Studierende geschrieben wurde, dürfte es auch bei Journalisten, Lehrern, Politikern und Mitarbeitern in Organisationen und Verwaltung die erhoffte (und verdiente) Resonanz finden.

Von dem deutsch-französischen Verfassersteam ist zuerst Joachim Schild zu nennen, er am Deutsch-Französischen Institut in Ludwigsburg tätig ist und den Abschnitt "Politik" (S. 17-113) geschrieben hat. Dem einführenden Kapitel über die "Politische Kultur" folgen eine ausführliche Darstellung der politischen Parteien und Parteiensysteme sowie eine gründliche Analyse des Regierungssystems der V. Republik. Sehr sachkundig werden die Grundzüge der Verfassung sowie Funktion und Kompetenzen der politischen Institutionen erörtert; auch die neuerdings wieder diskutierte Ämterkumulation der *maire-députés* findet Erwähnung (S. 97 f.).

Die "Aufwertung des Parlaments seit 1994" (S. 87-89) erfährt eine indirekte Steigerung durch das Wahlergebnis vom Mai 1997, das zum Teil noch berücksichtigt wurde: Stimmenverhältnis (S. 38: Tabelle für 1997 nach den in *Le Monde* veröffentlichten Zahlen), "Kohabitation" (S. 70) und Parlamentsauflösung (S. 72) werden erwähnt, nicht aber Jospin als neuer Regierungschef (S. 55). Im letzten Kapitel geht es insbesondere um die komplexe Frage der (De-) Zentralisierung. Neben den Kommunen und Départements, den traditionellen "Gebietskörperschaften" (nach dem französischen Ausdruck *collectivités territoriales* muss man lange suchen) spielen heutzutage die Regionen eine wichtige Rolle. Mit der schrittweisen Aufwertung, die sie seit 1956 erfahren haben, sind ihnen vorwiegend wirtschaftliche Aufgaben zugewiesen worden, über die ein Kapitel im zweiten Abschnitt informiert (S. 170-174); die Region "Pays de la Loire" liegt allerdings nicht im Südwesten, (S. 151). Beiträge zur Dezentralisierung sind auch die (nicht erwähnte) Entstehung von *zones industrielles* und die (erwähnte) Ausbreitung der privaten Hypermärkte (S. 156) überall im Lande sowie (die ebenfalls nicht erwähnte) Verlegung der Eliteschule ENA von Paris nach Strassburg. Das fällt generell auf: Etwas mehr Praxisbezug hätte dem Buch gut getan.

Die Lektüre der "Schlussbetrachtung" über Funktionsdefizit, Demokratiedefizit, Effizienzprobleme und "das Fehlen soziopolitischer Vermittlungsstrukturen zwischen Zivilgesellschaft und Staat" in der V. Republik lässt darauf schließen, dass der französische Staat trotz dieser politologisch erkannten Mängel doch einigermaßen zu funktionieren scheint.

Von Henrik Uterwedde, der ebenfalls am Ludwigsburger Institut arbeitet, stammt der Abschnitt "Wirtschaft" (S. 115-186). In fünf Kapiteln bietet er eine gut gegliederte Übersicht und untersucht, nach einer historischen Rückschau über "ökonomische Herausforderungen 1945-1993", folgende Schwerpunkte: Staat und Wirtschaft, Branchen- und Unternehmenstruktur, regionale Wirtschaftsstruktur und ausenwirtschaftliche Verflechtung. Kritisch beleuchtet werden auch die Grossprojekte, der beste Ausdruck gaullistischer "Industriepolitik" (S. 141). Da die Tradition des Colbertismus erwähnt wird, sei angemerkt, dass Colbert nicht das Amt eines "Intendanten" bekleidete (S. 129), sondern unter Ludwig XIV. "contrôleur général des finances" war.

Den Abschnitt "Gesellschaft" (S. 187-248) verfasste Henrik Uterwedde zusammen mit René Lasserre, der als Professor an der Universität Cergy-Pontoise arbeitet und das *Centre d'Information et de Recherche sur l'Allemagne contemporaine* (CIRAC) leitet. Da "im Ergebnis einer fünfzigjährigen Nachkriegsmodernisierung in vielen Fällen eine Angleichung der französischen Gesellschaftsstruktur an die ihrer wichtigsten Nachbarn" eingetreten ist (S. 187), sind die erörterten Themen dem Leser recht vertraut: Beschäftigung und Arbeitslosigkeit, Gewerkschaften und Arbeitgeberverbände, Arbeitsbeziehungen, Einkommensverteilung und soziale Ungleichheit, Erziehungssystem und berufliche Bildung. Vieles, was von aussen merkwürdig aussieht, erscheint nach der Lektüre in anderem Licht, beispielsweise das Misstrauen der Arbeitgeber gegen den sozialen Dialog (S. 218) oder der Streik "als notwendige Vorstufe zur Verhandlung und zum Kompromiss" (S. 221). Auch der gesetzliche Mindestlohn (SMIC), die Regelarbeitszeit (39 Stunden) und die staatlichen Eingriffe in die Tarifpolitik zeigen, wie sehr der französische Staat als Ordnungsfaktor in die sozialen Beziehungen eingreift. Leider ist dieser Abschnitt etwas lückenhaft: Die jedem Franzosen vertraute *Sécurité sociale* und die *allocations familiales* werden nur ganz beiläufig erwähnt; nichts erfährt man über die Höhe der Sozialabgaben oder über das (berufsabhängig gestufte) Rentenalter. Es gibt nicht einmal eine Übersicht, wie sich das Steueraufkommen zusammensetzt und - darauf basierend - eine Auflistung der Einnahmen und Aufgaben des Staates. Enttäuschend ist auch das letzte Kapitel ("Erziehungssystem und berufliche Bildung"). Von der zentralen Bedeutung der *Grandes Ecoles* für die Rekrutierung der Führungselite ist zwar an anderen Stellen die Rede (S. 29 f., 131); doch obwohl sie auch in der Graphik "Das französische Bildungssystem im Überblick" (S. 242) auftauchen, werden sie im begleitenden Text nicht genannt. Ausführlicher wird nur über die berufsorientierte Ausbildung berichtet.

Abgesehen von einigen Eigenheiten (Vorwort: "Leserinnen" ; S. 47: "Besitzer"; falsche Seitenzahlen im Inhaltsverzeichnis ab S. 189) fällt auf, dass das Abkürzungsverzeichnis sehr lückenhaft ist (S. 15 f.). Es fehlen selbst so geläufige Begriffe wie (das im Vorwort genannte) CIRAC, CNRS, ENA, HLM, TGV und TVA. Der Hauptmangel ist aber das Fehlen eines Sachregisters, wodurch der Leser zu ständigem Blättern gezwungen ist. Manche der 33 Tabellen und 26 Abbildungen (einschliesslich Graphiken) könnten gegen andere ausgetauscht werden. Beispielsweise entspricht die Tabelle 5 nicht dem Verweis im Text (S. 62/70), und die Abbildung 7 ist unklar.

Im ganzen handelt es sich bei dem Buch um ein zwar nicht lückenloses, aber zuverlässiges Nachschlagewerk, in dem man viel über Frankreich und seine aktuellen Probleme in Politik, Wirtschaft und Gesellschaft erfährt.

Ilja Mieck, Berlin

6. Jakob VOGEL, *Nationen im Gleichschritt*, Göttingen, Vandenhoeck und Rupprecht, 1997, S. 494. Kritische Studien zur Geschichtswissenschaft 118.

Ce travail vigoureux, bien pensé et construit, est issu d'une dissertation soutenue en 1995 devant l'Université libre de Berlin sous la direction du professeur Jürgen Kocka. Le titre bref et évocateur attire l'attention et invite à ouvrir le livre. Un tel sujet aurait pu se prêter au jargon et aux considérations conceptuelles académiques. J.V. a su éviter à ses lecteurs l'érudition écrasante et les historiographies aussi impressionnantes pour les profanes qu'inutiles pour les vrais lecteurs. L'auteur part d'un constat : le service militaire obligatoire institué tant en France qu'en Allemagne conduit au culte de la "nation en armes" autour de l'armée de conscription et à la militarisation de la société des deux pays. Les Français définissent souvent l'Empire allemand comme un état militaire dominé par l'esprit prussien et féodal - et dont le casque à pointe est le signe symbolique - alors qu'ils oublient que se développe chez eux en parallèle un esprit militaire républicain qui prenant appui sur le passé national, cherche à tirer les leçons des désastres de 1870. Dans les deux pays naît et se renforce un rituel politico-militaire qu'il faut rapprocher des rites religieux avec un calendrier festif, de strictes règles cérémonielles, des mises en scène (Inszenierungen) cherchant à créer émotion et adhésion parmi la masse des spectateurs et participants civils. Or en apparence tout tend à séparer la France républicaine de l'Allemagne impériale. Qu'y a-t-il de commun entre la fête populaire et républicaine du 14 juillet et les cérémonies militaires de type prussien, entre les revues de Longchamp ou de Vincennes et la parade impériale de Tempelhof ? Au delà des différences, J.V. a tenté la comparaison et on doit dire d'emblée qu'il a réussi son entreprise. L'histoire des comportements et des perceptions est hérissée d'embûches redoutables. Cette comparaison était une gageure ; il fallait de l'audace pour s'y lancer et de la persévérance pour en prouver la pertinence.

La construction du livre se décline en cinq chapitres comparatifs : 1) Du cérémonial militaire au rituel national. 2) L'image rituelle de la "Nation en armes". 3) La mémoire militaire de la "Nation en armes". 4) Le consensus fragile de la "Nation en armes". 5) La fête populaire de la "Nation en armes".

J.V. décrit l'institutionnalisation des fêtes militaires nationales dans les deux pays. Il consacre des pages évocatrices à la naissance de la parade impériale - la première a lieu à Leipzig en 1876 - et qui devient au temps de Guillaume II un "Reichskult" ; il en décrit les rites, le déroulement et la mise en perspective de l'Empereur, "Der oberste Kriegsherr". La grande parade annuelle de Tempelhof est devenue une fête nationale qui à partir de rites prussiens comme la relation privilégiée entre l'Empereur et le corps de la Garde, développe des données nouvelles qui veulent manifester la cohésion entre l'armée et ses chefs d'une part, la nation et le peuple d'autre part.

Le 14 Juillet qui naît en 1879-1880 avec la conquête de la République par les républicains, est une fête civique et militaire. J.V. insiste sur le volet militaire de cette fête populaire ; il montre comment se constitue et évolue "une nouvelle forme de la représentation nationale et militaire". Le rituel est identique quelques soient les régions et les études effectuées par J.V. montrent seulement des différences d'intensité entre les villes qui ont subi la guerre de 1870 et l'occupation prussienne (par exemple Dijon) et celles qui n'ont pas connu la présence directe de l'ennemi comme Marseille et Rennes. En Allemagne par contre où l'unité est récente, le culte national qui place l'empereur au centre, doit aussi incorporer les autres dynasties princières auxquelles les soldats prêtent serment de fidélité ; il subsiste des différences importantes selon les états ; c'est le cas en Bavière qui cherche à contenir l'hégémonie prussienne.

La mise en place du niveau rituel militaire prend à la fois en compte des traditions et les événements militaires les plus récents ceux de la dernière guerre. Ce rituel est sélectif : La France républicaine efface les souvenirs et les rituels

napoléoniens et transfigure les défaites de 1870 ; pour trouver des références fondatrices, elle remonte parfois jusqu'à Vercingétorix, mais c'est surtout la grande Révolution qui est mise à contribution avec la Patrie en armes, les volontaires de l'an II, la valorisation de Valmy et des jeunes généraux sortis du peuple. En Allemagne outre les guerres de Libération qui sont enseignées, célébrées, magnifiées et réinterprétées, on met l'accent sur la victoire fondatrice par excellence, celle de Sedan. Le Sedantag, le 2 septembre, est présenté comme une fête annuelle commune à tous les Allemands, une fête fondatrice du Reich. En fait le but n'a jamais été pleinement atteint car elle a surtout touché les couches protestantes et libérales de la société allemande.

J.V. fait une revue très utile des différences et des ressemblances entre les deux pays sur les thèmes suivants : les formes du répertoire, la représentation des militaires par eux-mêmes, les symboles de l'unité nationale, les complexes relations entre l'armée et la société, les associations de vétérans, l'intégration de la population dans l'état national nouvellement fondé. Il montre que le "culte de la nation en armes" au delà des différences liées aux institutions politiques, à la formation récente de l'état national en Allemagne, aux résultats de la guerre de 1870/71, relève dans les deux pays "d'une logique commune" dans le style des fêtes et des parades militaires, dans la signification des fêtes militaires, dans les symboles de l'unité nationale, dans la mise en scène publique des souvenirs militaires et plus spécialement ceux de 1870/71, dans la fonction sociale de ce rituel militaire-national qui contribue à la nationalisation des masses et la militarisation de la société.

L'été 1914 met une fin brutale à ce culte pacifique de "la nation en armes". La réalité sanglante de la guerre de masse rend dérisoire les uniformes chamarrés et le rituel de parades. Avec les centaines de milliers de morts, de blessés et disparus, avec les déluges de feu et les orages d'acier de Verdun et de la Somme, le folklore militaire perd son sens pour une partie de la population. En 1918, l'Empereur qui était le centre du culte et les dynasties qui vivaient sous son ombre, sont jetés à bas par la défaite. L'armée impériale doit disparaître pour se réduire à une Reichswehr croupion. En Allemagne on ne peut faire revivre les rites et parades d'avant-guerre même si les valeurs militaires malgré la suppression du service militaire obligatoire, continuent d'irriguer et d'influencer de larges segments de la société. Par contre le rituel français est légitimé par la victoire et la grande parade du 14 juillet 1919 en est l'apothéose ; la défaite de 1940 aurait pu le frapper à mort, mais la participation à la victoire de 1945 le régénère et lui accorde une survie qui se prolonge jusqu'à nos jours. En Allemagne il n'en a pas été de même et la parade de Tempelhof et le jour de Sedan ont depuis longtemps disparu pour devenir des objets d'histoire.

Cette thèse serait classique si elle s'était contentée d'examiner avec finesse et intelligence les rapports entre le militaire et la société, de décrire la naissance, la construction puis l'utilisation par le pouvoir des représentations, des mythes et des symboles, de démontrer comment les rituels et les symboles sont des moyens d'assurer la cohésion de la nation. L'auteur aurait montré un savoir-faire. Son originalité est la réussite de sa démarche comparative ; il fallait assimiler deux cultures ; il fallait les mettre en perspective au delà de leur antagonisme de façade. J.V. a prouvé - contre beaucoup d'idées reçues ou établies - qu'entre la France et l'Allemagne, les ressemblances l'emportent sur les différences et que la période 1871-1914 montre "une phase de rapprochement relatif entre les sociétés françaises et allemande" (p.280). Dans une conclusion vigoureuse, il affirme que le renforcement du militaire et du militarisme n'est pas un phénomène spécifique de la société allemande mais l'expression d'un processus beaucoup plus large qui touche le développement de la société européenne après 1870. Au delà d'un "Sonderweg allemand" ou d'une "spécificité française", concepts utiles mais dont l'auteur montre les limites, le culte folklorique largement répandu de la "nation en armes" est un signe distinctif des sociétés européennes dans la période qui va des années 1870 à la Première Guerre mondiale.

Cette brillante démonstration suggère deux remarques. La première est la redécouverte de l'influence sur les comportements et les mentalités des événements militaires et politiques de 1870 ; ils n'avaient pas bouleversé la carte de l'Europe, mais avaient eu des conséquences politiques, culturelles et de psychologie collective que l'attention trop exclusive apportée aux deux guerres mondiales du vingtième siècle avaient occultées. Ce livre est une relecture intelligente et novatrice de ce premier après-guerre franco-allemand que nous avons trop oublié. Ne serait-il pas utile pour vérifier la pertinence des conclusions générales - mais ce serait un autre travail d'étendre l'enquête et la comparaison à d'autres pays, la Grande-Bretagne, l'Italie, la Russie ? La seconde remarque est l'habileté de l'auteur à décrypter, sans haine et sans passion, un langage, un cérémoniel, des mises en scène qui sont devenues depuis les deux guerres mondiales dérisoires ou largement incompréhensibles.

François Roth, Nancy.

VI. INFORMATION

Das Deutsch-Französische Institut in Ludwigsburg nach seiner Umstrukturierung

Das Institut als solches mit seiner fünfzigjährigen Geschichte braucht hier ebenso wenig vorgestellt zu werden wie das vertraute Frankreich-Jahrbuch. Nach Jahrzehnten des Auf- und Ausbaus als sozialwissenschaftliches Forschungs- und Dokumentationszentrum im Bereich der Frankreichforschung und der deutsch-französischen Beziehungen ist das DFI einer kritischen Aufgabenbewertung unterworfen worden. Neu geordnet worden ist die Intitutsleitung. Neben Prof. Dr. Robert Picht, dessen vielfältige Aussenaktivitäten nicht erst mit der Übernahme seiner Professur am Europa-Kolleg Brügge eine wachsende Bedeutung hatten und haben, ist Dr. Henrik Uterwedde zum Kodirektor berufen worden. Die Aufgabenfelder des Instituts wurden teilweise modifiziert und neu strukturiert, wobei insbesondere die Dienstleistungsfunktionen konsequent erweitert worden sind. Zu nennen ist in diesem Zusammenhang die auch für Historiker wichtige und interessante aktuelle Frankreichinformation. Das Institut analysiert regelmässig politische, wirtschaftliche und gesellschaftliche Entwicklungen in Frankreich, ordnet sie in einen breiteren und tiefer wirkenden Hintergrund ein und bewertet sie bezüglich ihrer Tragweite für Deutschland und die europäische Integration. Als neue Schriftenreihe des Instituts können diese "Aktuellen Frankreichanalysen", die in unregelmässigen Abständen mehrfach im Jahr erschienen, abonniert werden.

Für die Historiker ebenso bedeutsam ist die gegründete Frankreich-Bibliothek, die als führend in Deutschland bezeichnet werden kann und die Rolle des DFI als ein führendes deutsches Dokumentationszentrum zu Frankreich und den deutsch-französischen Beziehungen unterstreicht. Die Frankreich-Bibliothek ist eine in Deutschland einmalige sozialwissenschaftliche Forschungs- und Spezialbibliothek, die neben Buch- und Zeitschriftenbeständen (25 000 Bücher, 260 Zeitschriften) eine umfangreiche Presseauschnittsdokumentation unterhält und als Mitglied des Fachinformationsverbundes "Internationale Beziehungen und Länderkunde" mit neun weiteren führenden Instituten vernetzt ist. Neben der Bereitstellung von Informationsmaterialien besteht ein weiteres zentrales Anliegen der Frankreich-Bibliothek in der intensiven Betreuung und fachlichen Beratung der Benutzer. Mit ihrem Dokumentationsangebot wendet sich die Bibliothek vor allem an Multiplikatoren im Bereich der deutsch-französischen Beziehungen und an eine frankreichorientierte (Fach)-Öffentlichkeit, in erster Linie Wissenschaftler, Studenten, Nutzer aus dem publizistischen Bereich und dem Mediensektor, sowie aus der Wirtschaft und den Verwaltungen. Auch einen Teil seiner Nachwuchsförderung betreibt das Deutsch-Französische Institut über die Bereitstellung des vielfältigen Materials für die Frankreichforschung.

Da die Förderung des wissenschaftlichen Nachwuchses ein wichtiger Bestandteil der Intitutsarbeit geblieben ist, ist sie nicht auf diese Bereitstellung von Materialien beschränkt. Ebenso bedeutsam ist die Möglichkeit, eine Praktikantenstelle zu erhalten und das seit 1996 existierende Stipendienprogramm. Im Rahmen dieses Nachwuchsförderprogramms wird jungen Wissenschaftlern, in der Regel Doktoranden, die Möglichkeit gegeben, einen zumeist einmonatigen Forschungsaufenthalt am Institut und seiner Frankreich-Bibliothek zu finanzieren.

Beatrix Bouvier, Bonn.

VII. MEMBRES DU COMITE

1. Membres français : Etat au 1er avril 1998

- 1) Philippe ALEXANDRE, Professeur à l' Université de Nancy II
Campus Lettres-Sciences Humaines, BP 33-97, F-54015 Nancy Cedex.
- 2) Jean-Claude ALLAIN, Professeur à l' Université de Paris III
13, rue de Santeuil, F-75231 Paris Cedex 05.
- 3) Pierre AYCOBERRY, Professeur à l' Université de Strasbourg II
2, rue Stimmer, F-67000 Strasbourg.
- 4) Christian BAECHLER, Professeur à l'Université de Strasbourg II
Palais universitaire, Institut d'histoire, F 67084 Strasbourg Cedex.
- 5) Jacques BARIETY, Professeur à l'Université de Paris IV
1, rue Victor Cousin, F- 75005 Paris.
- 6) Béatrice BEERBLOCK-PELLISSIER
19, bd Port-Royal, F- 75013 Paris.
- 7) Marie-Thérèse BITSCH, Professeur à l'Université Robert Schuman,
Strasbourg III, Institut des Hautes Etudes Européennes, 10, rue Schiller, F-67000
Strasbourg.
- 8) Jean -Pierre BLANCPAIN,
Vogesenstrasse 36, D-76532 Baden-Baden.
- 9) Jean-Paul BLED, Professeur à l'Université Paris IV
1, rue Victor Cousin, F-75005 Paris.
- 10) Dominique BOUREL, Centre de recherche français Jérusalem -C.N.R.S
5, rue Shimshon, BP 547 - 91004 Jérusalem Israël
Adresse française 73, rue Balard, F-75015 Paris.
- 11) Albert BRODER, Professeur à l'Université Paris XII
UFR Lettres-Sciences Humaines, 61, av. Général de Gaulle, F 94010 Créteil
cédex.
- 12) Hinnerk BRUHNS, Directeur de recherche, laboratoire EHESS- CNRS
54, bd Raspail, F- 75270 Paris Cedex 05.
- 13) Cyril BUFFET, Chercheur
22 rue Royale, F -75008 Paris
- 14) Jean-Paul CAHN, Professeur à l'Université de Paris XII, Val de Marne
1 av. Général de Gaulle F- 94010 Créteil Cedex
Adresse privée : 4, rue de Vaublas, F- 77760 Meun.
- 15) Béatrice DEDINGER, Institut d'Etudes Politiques de Paris
12, rue Pérignon, F-75007 Paris. Tél. 01 40 56 94 71.

- 16) Corine DEFRANCE
18, avenue Villemain, F-75014 Paris.
- 17) Eberhard DEMM, Professeur à l'Université de Lyon III, aculté des Congrès
74, rue Pasteur, F- 69007 Lyon.
- 18) François-Georges DREYFUS, Professeur à l' Université de Paris IV
1, rue Victor Cousin, F- 75005 Paris.
Adresse privée : 18, rue Notre Dame de Lorette, F-75009 Paris
- 19) Louis DUPEUX, Professeur à l' Université Robert Schuman Strasbourg III
48, rue Himmerich, F- 67000 Strasbourg- Robertsau.
- 20) Yves-André DURAND, Professeur à l'Université d'Orléans
17, rue du Champ - St-Euverte, F- 45000 Orléans.
- 21) Jean-François ECK, maître de conférences à l'Université François
Rabelais. 3, rue des Tanneurs, Département d'Histoire BP 4103 F- 37041 Tours
cedex 1. Adresse privée : 30, rue Erlanger F- 75016 Paris.
- 22) Michel FABREGUET, rofesseur à l' Université Robert Schuman Strasbourg III
6, rue du Niedeck, F- 67000 Strasbourg.
- 23) Jean FAVRAT
296, rue Duguesclin, F-69003 Lyon.
- 24) Robert FRANK, Université de Paris I
1, rue Victor Cousin, F- 75005 Paris.
- 25) Etienne FRANCOIS, Professeur à l' Université de Paris I,
Directeur du Centre Marc Bloch, Schiffbauerdamm 19, D- 10117 Berlin.
- 26) Patrick FRIDENSON, Directeur d'Etudes, Ecole des Hautes-Etudes en Sciences
Sociales, 57, bd Raspail F-75270 Paris Cedex 06.
- 27) Renata FRITSCH-BOURNAZEL, Directeur d'Etudes, Fondation Nationale des
Sciences Politiques, 187, bd St-Germain F-75007 Paris.
- 28) Jacques GANDOULY, Professeur à l' Université d'Angers
Faculté des Lettres, 30, rue des Arènes, F-49035 Angers Cedex.
- 29) Maurice GARDEN, Professeur à l'Université de Lyon III
17, rue de l'Annonciation, F- 75016 Paris.
- 30) René GIRAULT, rofesseur à l'Université de Paris I
16, rue de Duchefdelaville, F- 75013 Paris.
- 31) Denis GOELDEL, Professeur à l'Université de Strasbourg II
2 2, rue Descartes, F- 67084 Strasbourg Cedex.
- 32) Ilde GORGUET, Bureau d'action culturelle, Angerstr. 37 - 38 D- 99084 Erfurt
- 33) Michel GRUNEWALD, Professeur à l' Université de Metz
Ile du Saulcy, F- 57045 Metz Cedex.
- 34) Sylvie GUILLAUME, Professeur à l' Université de Bordeaux III
Domaine Universitaire, département d'Histoire, F- 33405 Talence Cedex.

- 35) Pierre GUILLEN, Professeur à l' Université de Grenoble II
Domaine universitaire, BP 25 X F-38040 Grenoble Cedex.
adresse privée : 112, cours Berriat, F- 38040 Grenoble.
- 36) Frédéric HARTWEG, Professeur à l'Université de Strasbourg,
Département Etudes allemandes, 22, rue Descartes,
F- 64084 Strasbourg Cedex.
- 37) Michel HAU, Professeur à l' Université de Strasbourg II
Palais universitaire, département d'Histoire, F-67000 Strasbourg.
Adresse privée : 40, rue d'Altkirch, F- 67100 Strasbourg.
- 38) Michel HUBERT, Professeur à l' Université de Paris III, Sorbonne
Nouvelle Institut d'Asnières, 94, rue des Grésillons, F-92600 Asnières.
Adresse privée : 23, quai A. Le Gallo, F- 92100 Boulogne.
- 39) Gérard IMHOFF, Professeur à l'Université de Lyon II
5, allée Supernant, F- 21121 Fontaine-lès-Dijon.
- 40) Pierre JARDIN, Chargé de recherche au CNRS
29, rue des Favorites, F-75015 Paris.
- 41) Michel KORINMAN, Professeur à l' Université de Paris X Nanterre
200, av. de la République, F-92001 Nanterre Cedex.
- 42) Sandrine KOTT, maître de conférences à l'Université de Poitiers.
144, rue de Courcelles F- Paris 75017 Paris.
- 43) Guillaume LACQUEMENT, maître de conférences, Université de Perpignan,
pt de Géographie, 52 avenue de Villeneuve, F- 66860 Perpignan Cedex.
adresse privée : 55, rue Delarue, F - 66100 Perpignan.
- 44) Annie LACROIX-RIZ, Professeur à l' Université de Toulouse II
allée Antonio-Machado, F- 31058 Toulouse Cedex.
- 45) Gilles LEROUX, maître de conférence, 47, rue de Faubourg de Pierre,
F- 67000 Strasbourg.
- 46) Sylvie LEFEVRE, 16 passage Bontet, F- 94110 Arcueil
- 47) Claude LORENTZ, chargé d'études et historien d'entreprises
23, rue Oberlin, F-67000 Strasbourg.
- 48) Catherine MAURER, maître de conférences, Université Strasbourg II
Palais universitaire, département d'Histoire, F- 67000 Strasbourg.
- 49) Jean-Marie MAYEUR, Professeur à l' Université de Paris IV
Département d'Histoire, 1, rue Victor Cousin, F-75005 Paris.
- 50) Gilbert MERLIO, Professeur à l'Université de Paris IV
1, rue Victor Cousin, F- 75005 Paris.
- 51) Chantal METZGER, maître de conférence, Université du Maine
Département d'Histoire, av. Olivier Messiaen, F- 72017 Le Mans Cedex.
- 52) Hélène MIARD-DELACROIX, Maître de conférence, Université de Paris IV
Sorbonne. Faculté d'Etudes Germaniques, Grand Palais, Cours la Reine, F-
75008 Paris. Adresse privée : 21 rue de Clichy, F- 75009 Paris.
- 53) Monique MOMBERT, Université de Strasbourg II
12 a, rue de la Liberté, F-67450 Mundolsheim.
- 54) Patrick MOREAU
Ludmillastr. 15, D- 81543 München.
- 55) Jean NURDIN, Professeur à l' Université de Dijon
Rue Marguerite Bourcet, F- 39100 Dôle.
- 56) Paul PASTEUR, maître de conférence à l'Université de Rouen
65, av René Coty, F- 76600 Le Havre.
- 57) Jean PHILIPPON
F- 71510 Saint-Sernin au Plain.
- 58) Nicole PIETRI, Professeur à l'Université Robert Schuman Strasbourg III
50, rue de Longchamp, F- 92200 Neuilly-sur-Seine.
- 59) Raymond POIDEVIN, Professeur à l'Université Robert Schuman
Institut des Hautes Etudes Européennes, 10, rue Schiller,
- 67000 Strasbourg.
- 60) François ROTH, Professeur à l' Université de Nancy II
Campus Lettres Sciences Humaines BP 33- 97, F-54015 Nancy Cedex.
Adresse privée : 45, rue Hermite, F- 54000, Nancy.
- 61) Joseph ROVAN, Professeur émérite Sorbonne
4, rue des Capucins, F-92180 Meudon.
- 62) Sylvain SCHIRMANN, maître de conférences à l' Université Robert Schuman,
Strasbourg III Institut des Hautes Etudes Européennes,
10 rue Schiller, F- 67081 Strasbourg Adresse privée : 5 rue de la Truite. F-
67000 Strasbourg
- 63) Georges-Henri SOUTOU, Professeur à l' Université de Paris IV,
1, rue Victor Cousin, F- 75005 Paris.
- 64) Marcel SPIVAK, Chercheur
19, rue Jules David, F-93260 Les Lilas.
- 65) Alfred WAHL, Professeur à l'Université de Metz
Département d'Histoire, Ile du Saulcy, F- 57045 Metz Cedex.
- 66) Marianne WALLE, Professeur à l' Université de Rouen
FR Lettres et Sciences Humaines, - 76821 Mont Saint - Aignan Cedex.
Adresse privée : 68, bd Kennedy, F- 51000 Châlons-en-Champagne.
- 67) Michael WERNER, Directeur de recherches, EHESS,
Centre d'Etudes et de Recherches Allemandes, 4, bd Raspail
F- 75006 Paris.

2. **Deutsche Mitglieder: Stand 1. April 1998**

- 1) Professor Dr. Karl Otmar Frhr. von ARETIN, Institut für Europäische Geschichte der Universität Mainz
Alte Universitätsstraße 19, D-55116 Mainz
- 2) Hellmuth AUERBACH, Institut für Zeitgeschichte
Leonrodstraße 46 b, D-80636 München
- 3) Professor Dr. Josef BECKER, Universität Augsburg, Lehrstuhl für Neuere und Neueste Geschichte
Universitätsstraße 10, D-86159 Augsburg
- 4) Privatdozentin Dr. Elfi BENDIKAT,
Prinz-Friedrich-Leopold-Straße 28, D-14129 Berlin
- 5) Professor Dr. Helmut BERDING, Justus-Liebig-Universität Gießen, Historisches Institut
Otto-Behagel-Straße 10, CI, D-35394 Gießen
- 6) Professor Dr. Heinrich BEST, Friedrich-Schiller-Universität Jena, Institut für Soziologie
D-07740 Jena
- 7) Professor Dr. Hans Manfred BOCK, Gesamthochschule Kassel, Politikwissenschaft
Nora-Platiel-Straße 1, D-34127 Kassel
- 8) Dr. Elisabeth BOKELMANN
Waldfrieden 9, D-45133 Essen
- 9) Dr. Friedhelm BOLL, Institut für Sozialgeschichte
Godesberger Allee 149, D-53175 Bonn
- 10) Dr. Helga BORIES-SAWALA, Universität Bremen, FB 10 Sprach- und Literaturwissenschaften
Postfach 33 04 40, D-28334 Bremen
- 11) Privatdozentin Dr. Beatrix W. BOUVIER, Friedrich-Ebert-Stiftung, Historisches Forschungszentrum
Godesberger Allee 149, D-53175 Bonn
- 12) Professor Dr. Dieter BRÖTEL, Pädagogische Hochschule Ludwigsburg, FB IV Geschichte
Reutteallee 46, D-71634 Ludwigsburg
- 13) Dr. Günter BUCHSTAB, Konrad-Adenauer-Stiftung, Archiv für Christlich-Demokratische Politik
Rathausallee 12, D-53757 St. Augustin
- 14) Dr. Werner BÜHRER, Technische Universität München, Institut für Sozialwissenschaften
Lothstraße 17, D-80335 München
- 15) Dr. Heike BUNGERT, Universität zu Köln, Historisches Seminar Anglo-Amerikanische Abteilung
D-50923 Köln
- 16) Professorin Dr. Marieluise CHRISTADLER, Universität Duisburg, Gesamthochschule
Postfach 4 70 48, D-47057 Duisburg
- 17) Professor Dr. Jost DÜLFFER, Universität zu Köln, Historisches Seminar
Albertus-Magnus-Platz, D-50931 Köln
- 18) Professor Dr. Michael ERBE, Universität Mannheim, Historisches Institut
Schloß, D-68131 Mannheim
- 19) Professor Dr. Stefan FISCH, Deutsche Hochschule für Verwaltungswissenschaften Speyer, Lehrstuhl für Neuere und Neueste Geschichte
Postfach 14 09, D-67324 Speyer
- 20) Professor Dr. Lothar GALL, Johann-Wolfgang-Goethe-Universität Frankfurt, Historisches Seminar
Senckenberganlage 31, D-60054 Frankfurt am Main
- 21) Dr. Beate GÖDDE-BAUMANN
Herrenwiese 97, D-47169 Duisburg
- 22) Dr. Stefan GRÜNER, Institut für Zeitgeschichte
Leonrodstraße 46 b, D-80636 München
- 23) Professor Dr. Wolf D. GRUNER, Universität Rostock, Historisches Institut
August-Bebel-Straße 28, D-18055 Rostock
- 24) Dr. Peter GRUPP, Auswärtiges Amt Ref. 117 E/Editorengruppe ADAP
Adenauerallee 91, D-53113 Bonn
- 25) Professor Dr. Heiko HAUMANN, Universität Basel, Historisches Seminar
Hirschgässlein 21, CH-4051 Basel
- 26) Professor Dr. Heinz-Gerhard HAUPT, Universität Bielefeld, Fakultät für Geschichtswissenschaft und Philosophie
Postfach 10 01 31, D-33501 Bielefeld
- 27) Dr. Peter HEIL
Jagdweg 10, D-53115 Bonn
- 28) Privatdozent Dr. Armin HEINEN, Universität des Saarlandes, Historisches Institut
Postfach 15 11 50, D-66041 Saarbrücken
- 29) Professor Dr. Erk Volkmar HEYEN, Ernst-Moritz-Arndt-Universität Greifswald, Rechts- und Staatswissenschaftliche Fakultät
D-17487 Greifswald
- 30) Professor Dr. Lothar HILBERT, Eberhard-Karls-Universität Tübingen, Seminar für Zeitgeschichte
Wilhelmstraße 36, D-72074 Tübingen
- 31) Professor Dr. Roland HÖHNE, Gesamthochschule Kassel, FB 8 Romanistik
Georg-Forster-Straße 3, D-34127 Kassel
- 32) Dr. Heidrun HOMBURG
Schuetzenmattstraße 11, D-4051 Basel

- 33) Professor Dr. Rainer HUDEMANN, Universität des Saarlandes, Historisches Institut
Postfach 15 11 50, D-66041 Saarbrücken
- 34) Professor Dr. Heinz HÜRTEN
Schwanenstraße 1 a, D-85049 Ingolstadt
- 35) Dr. Dietmar HÜSER, Universität des Saarlandes, Historisches Institut
Postfach 15 11 50, D-66041 Saarbrücken
- 36) Professor Dr. Eberhard JÄCKEL, Universität Stuttgart, Historisches Institut
Keplerstraße 17, D-70174 Stuttgart
- 37) Dr. Michael JEISMANN, Frankfurter Allgemeine Zeitung, Redaktion Geisteswissenschaften
D-60267 Frankfurt am Main
- 38) Professor Dr. Hartmut KAEUBLE, Humboldt-Universität Berlin, Institut für Geschichtswissenschaften
Unter den Linden 6, D-10099 Berlin
- 39) Professor Dr. Adolf KIMMEL
Gerhart-Hauptmann-Straße 7, D-66386 St. Ingbert
- 40) Professor Dr. Franz KNIPPING, Bergische Universität/Gesamthochschule Wuppertal, Historisches Seminar
Gaußstraße 20, D-42097 Wuppertal
- 41) Professorin Dr. Ursula E. KOCH, Universität München, Institut für Kommunikationswissenschaften
Oettingenstraße 67, D-80538 München
- 42) Professor Dr. Henning KÖHLER, Freie Universität Berlin, FB Geschichtswissenschaften
Habelschwerdter Allee 45, D-14195 Berlin
- 43) Professor Dr. Ingo KOLBOOM, Technische Universität Dresden, Institut für Romanistik
D-01062 Dresden
- 44) Professor Dr. Henning KRAUSS, Universität Augsburg, Lehrstuhl für Romanische Literaturwissenschaften
Universitätsstraße 10, D-86159 Augsburg
- 45) Professor Dr. Elmar KRAUTKRÄMER
Neuhäuserstraße 58, D-79199 Kirchzarten
- 46) Privatdozent Dr. Bernhard R. KROENER, Militärgeschichtliches Forschungsamt
Postfach 60 11 32, D-14411 Potsdam
- 47) Professor Dr. Peter KRÜGER, Philipps-Universität Marburg, Seminar für Neuere Geschichte II
Wilhelm-Röpke-Straße 6 C VIII, D-35039 Marburg
- 48) Professor Dr. Gerd KRUMEICH, Heinrich-Heine-Universität Düsseldorf, Historisches Seminar II
Universitätsstraße 1, D-40225 Düsseldorf

- 49) Professor Dr. Heinrich KÜPPERS
Kockerellstraße 19, D-52062 Aachen
- 50) Dr. Hanns Jürgen KÜSTERS, Bundesarchiv - Editionsgruppe "Dokumente zur Deutschlandpolitik"
Geb. B 09, Bundesgrenzschutzstraße 100, D-53757 St. Augustin
- 51) Dr. Ulrich LAPPENKÜPER, Rheinischen Friedrich-Wilhelms-Universität Bonn, Historisches Seminar
Konviktsstraße 11, D-53113 Bonn
- 52) Professor Dr. Wilfried LOTH, Universität Essen, FB 1 Geschichte
Postfach 10 37 64, D-45037 Essen
- 53) Professor Dr. Wolfgang MAGER, Universität Bielefeld, Fakultät für Geschichtswissenschaft und Philosophie
Postfach 10 01 31, D-33501 Bielefeld
- 54) Professor Dr. Klaus MALETTKE, Philipps-Universität Marburg, FB 06 Neuere Geschichte
Wilhelm-Röpke-Straße 6 c, D-35039 Marburg
- 55) Dr. Klaus MANFRASS, Deutsches Historisches Institut, Hôtel Duret de Chevry
8, rue du Parc Royal, F-75003 Paris
- 56) Dr. Reiner MARCOWITZ, Technische Universität Dresden
Mommensenstraße 13, D-01062 Dresden
- 57) Dr. Stefan MARTENS, Deutsches Historisches Institut, Hôtel Duret de Chevry
8, rue du Parc Royal, F-75003 Paris
- 58) Professor Dr. Ilja MIECK
Schwalbachstraße 45 a, D-12305 Berlin
- 59) Dr. Rainer MÖHLER, Universität des Saarlandes, Saarlandes, Historisches Institut
Postfach 15 11 50, D-66041 Saarbrücken
- 60) Professor Dr. Horst MÖLLER, Institut für Zeitgeschichte
Leonrodstraße 46 b, D-80636 München
- 61) Professor Dr. Hansgeorg MOLITOR, Heinrich-Heine-Universität Düsseldorf, Historisches Seminar VIII
Universitätsstraße 1, D-40225 Düsseldorf
- 62) Dr. Guido MÜLLER, Historisches Institut der RWTH Aachen
Kopernikusstraße 10, D-52056 Aachen
- 63) Professor Dr. Klaus-Jürgen MÜLLER, Universität der Bundeswehr Hamburg
Hanfstieg 25, D-22549 Hamburg
- 64) Dr. Daniela NERI, Institut für Zeitgeschichte
Leonrodstraße 46 b, D-80636 München
- 65) Professor Dr. Gottfried NIEDHART, Universität Mannheim, Historisches Seminar
Schloß, D-68131 Mannheim
- 66) Professor Dr. Kurt NOWAK, Universität Leipzig, Theologische Fakultät
Emil-Fuchs-Straße 1, D-04105 Leipzig

Kultur - Culture

Parution avril 1998

Nachkriegsgesellschaften in Deutschland und Frankreich im 20. Jahrhundert.
Sociétés d'après-guerre en France et en Allemagne au 20^{ème} siècle. Im Auftrag des
 Deutsch-Französischen Historikerkomitees herausgegeben von Ilja Mieck und Pierre
 Guillen., München, R. Oldenbourg Verlag, 1998, DM 78, ISBN 3-486-56314-9.

Préface des éditeurs.....

Pierre Guillen et Ilja Mieck

Introduction..... 9

Joseph Rovani

Le deuxième après-guerre en France et en Allemagne : Un témoignage..... 13

Wirtschaft - Economie

Michel Hau

Les entreprises alsaciennes et les changements d'espace douanier de 1871
 et de 1918..... 27

Stefan Fisch

Die Nationalität internationaler Unternehmen nach Kriegsende 1918.
 Ein Problem bei der Rückkehr des Elsass nach Frankreich..... 9

Albert Broder

Un aspect des mouvements de capitaux en Europe entre 1917 et 1925 :
 Les relations Etats-Unis/Allemagne et l'attitude de la France..... 47

Werner Bühner

Die Reorganisation der deutsch-französischen Wirtschaftsbeziehungen
 nach 1918 und 1945..... 7

Béatrice Dedingier

Le rôle de la politique commerciale allemande dans la reprise économique des
 deux après-guerres..... 3

Gesellschaft- Sociétés

Elisabeth Bokelmann

Die demographische Frage nach dem Ersten Weltkrieg.
 Diskurse und legislative Massnahmen..... 97

Michel Fabréguet

Le retour et la réinsertion sociale des concentrationnaires après 1945
 en France et dans les pays germaniques (R.F.A., R.D.A., Autriche)..... 109

Hartmut Kaelble

Die Nachkriegszeit in Frankreich und Deutschland
 (1945-1955/57)..... 123

Jacques Gandouly

La réponse à la défaite dans le système éducatif en France et en Allemagne
 après 1870 et 1918 : Jules Ferry und Carl Heinrich Becker..... 145

Monique Mombert

L'enseignement de l'allemand en France et du français en Allemagne
 après 1871, 1918 et 1945..... 161

Ursula Koch

"L'horreur et le Rire". Politik und Gesellschaft in Deutschland und Frankreich aus
 der Sicht der Karikaturisten 1918-1933..... 75

Beate Gödde-Baumanns

Die Auseinandersetzung der Historiker mit der Niederlage :
 Frankreich nach 1870/71 - Deutschland nach 1918/19..... 193

Corine Defrance

La sélection des nouvelles élites dans les universités de l'Allemagne
 occupée, 1945-1949..... 207

Politik und Militär - Politique et Militaire

Jacques Bariéty

Les appareils diplomatiques de la France et de l'Allemagne
 dans les années 1920..... 23

Jean-Claude Allain

Le rétablissement des relations diplomatiques franco-allemandes après
 les deux guerres mondiales..... 33

Gottfried Niedhart

Revisionismus und friedlicher Wandel in der deutschen Politik
 nach den Kriegsniederlagen..... 51

Klaus-Jürgen Müller

Deutsches und französisches Militär nach den beiden Weltkriegen..... 263

Bilanz - Bilan

Beatrix Bouvier

Nachkriegsgesellschaften im 20. Jahrhundert.
 Deutschland und Frankreich zwischen Tradition und Moderne..... 283

Teilnehmer am Kolloquium in Otzenhausen..... 89

Personenregister..... 291

INFORMATION

La **REVUE D'ALLEMAGNE**, éditée par le Centre d'Etudes Germaniques de Strasbourg, comporte régulièrement une importante partie consacrée à l'HISTOIRE ALLEMANDE CONTEMPORAINE.

1. Revue trimestrielle, elle publie des numéros spéciaux en rapport avec l'agrégation d'Histoire ou avec l'actualité historique allemande.

Ainsi récemment

- du numéro spécial sur "Le Nationalisme allemand 1850-1920", avec des contributions de Ch. BAECHLER, J. BARIETY, J.-P. BLED, L. DUPEUX, F.-G. DREYFUS, P. GUILLEN et R. POIDEVIN (janvier-mars 1996),

- du numéro spécial sur "Les Allemands et le Troisième Reich", avec des contributions de Horst MÖLLER, M. FABREGUET, L. DUPEUX, F. HARTWEG, H. HUSSON (janvier-mars 1997),

- des deux numéros spéciaux "capitalisme familial et grande entreprise en Allemagne" (sous la dir. de M. Hau) (juillet-septembre 1997) et "Société et industrialisation en Allemagne 1880-1970" (Janvier-mars 1998) (cf. infra),

- du numéro spécial sur "L'Eglise catholique en Allemagne après 1945" publié par J.- P. BLED et Ch. FALBISANER, avec des articles de J.-P. BLED, M. MOMBERT, R. MINNERATH, J.-Y CALVEZ et 3 articles de collègues allemands : H. HÜRTEN, R. KÖCHER, D. SEEGER (janvier-mars 1993),

- du numéro spécial sur "l'Etat social de l'Allemagne après la réunification" (sous la dir. de N. PIETRI), avec des textes de Helmut KAEUBLE, P. MOREAU, M. HUBERT, F. HARTWEG.

* * *

2. Sa **partie bibliographique** comporte nombre de comptes rendus, succincts mais bien ajustés, sur la production historique récente, surtout allemande, cependant que la rubrique "Italiques" (allusion à sa typographie) présente, dans chaque livraison, des comptes rendus critiques détaillés, analytiques et synthétiques, d'ouvrages historiques d'intérêt majeur : ainsi récemment des comptes rendus des ouvrages de Ch. BAECHLER sur G. Stresemann, de P. LETOURNEAU sur W. Rathenau, de S. BREUER sur "la Révolution Conservatrice", etc...

* * *

3. Enfin la **REVUE D'ALLEMAGNE** publie très régulièrement des articles proprement historiques parmi les contributions diverses consacrées à l'Allemagne actuelle et aux pays de langue allemande (dont beaucoup présentent d'ailleurs un intérêt certain pour les "contemporanéistes"). Citons à titre d'exemples les articles de C. DEFRANCE sur "Le Centre d'Etudes Germaniques" : Mayence, Strasbourg, Clermont-Ferrand 1921-1939" et R. BELOT sur "Le rôle du Centre dans la formation des officiers à la vigilance antinazie... : l'itinéraire d'Henri Frenay", ou encore (à paraître en mars 1998), l'article de S. TABARY sur "Théodor Fritsch (1852-1933), le "Vieux-Maitre" de l'antisémitisme allemand" (positions de thèse, sous la dir. de L. DUPEUX), etc...

* * *